10e Année. — N° 171. — 25 Mars 1924. Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement
FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.
EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris* (Xe)

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris* (xe)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

A propos du fascisme

L'histoire est tissée de meurtres. Entre les immenses hécatombes des guerres, étrangères ou civiles, figurent, en intermèdes, les meurtres individuels — dont on est trop souvent porté à méconnaître l'importance.

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire l'histoire bourgeoise, ce sont surtout les classes privilégiées qui ont pratiqué le meurtre politique. Depuis l'assassinat des Gracques jusqu'à celui de Matéotti, l'assassinat a été l'arme favorite de la « réaction ». Presque chaque fois que les privilèges d'une classe furent menacés, et que les forces régulières de l'Etat ne paraissaient pas en mesure d'intervenir avec une efficacité suffisante, cette classe n'a pas hésité, non seulement à tuer les chefs de la classe adverse, mais même et surtout ceux appartenant à sa propre classe qui tentaient de jeter du lest en accordant quelques satisfactions aux exploités. Les seigneurs et les magnats allemands ne se contentèrent pas de faire assassiner Kurt Eisner, Liebneckt et Rosa Luxemburg, ils assassinèrent également Erzberger et Rathenau ; les gens de la Fiat et de l'Ansaldo ne se sont pas contentés de faire tuer par leurs sbires des fascio des centaines de militants ouvriers, ils se livrèrent, durant les fameuses nuits de Florence, par exemple, à des Saint-Barthélemy de francs-maçons.

Un trait commun à tous ces meurtres : c'est à la tête qu'on a frappé. On n'a point perdu son temps à attaquer les soldats au cours de vagues guérillas ; ce furent les chefs, les plus marquants des chefs qui furent assassinés.

Et seuls, des « marxistes » à courte vue pourraient nier les conséquences qu'eurent ces meurtres sur le cours immédiat de l'histoire.

Il en fut de même dans les rares occasions où les classes opprimées se défendirent, elles aussi, au moyen du terrorisme. Celui-ci n'eut de portée pratique que lorsqu'il frappa à la tête. Pour en prendre un exemple typique, voyez la Narodnaia Volia. C'est, il est vrai, une règle à laquelle les révolutionnaires ne font pas exception, que chaque génération se montre injuste pour la précédente, et c'est pourquoi il est de mode depuis longtemps, dans tous les partis russes, aussi bien bolcheviks que mencheviks, de parler avec un certain mépris de cette héroïque phalange de révolutionnaires des années 1880, qui, dans une Russie totalement asservie, fit entendre la première protestation, à coups de bombes et de revolvers. Mais, quoi qu'on en dise, c'est l'action de ces terroristes qui ouvrit la période révolutionnaire russe, et qui a rendu possible les développements subséquents. Certes, rien ne vaut l'action de masse. Mais sans le préliminaire terroriste de la Narodnaia Volia, il eut été impossible à l'« action de masse » de prendre naissance. C'est par la brèche faite à coups de bombes dans l'édifice czariste, que toute la propagande et l'action des années suivantes put passer.

Or là aussi on s'en prit à la tête. Pas aux agents de police (autrement que d'une façon subsidiaire), mais à leurs chefs, et notamment à leur chef suprême, le Czar Alexandre II.

Par contre, on est frappé de l'absence de toute action contre les chefs fascistes, durant les quelques années de lutte ardente qui précédèrent leur arrivée au pouvoir. Aussi bien en Allemagne qu'en Italie, jamais on ne tenta de frapper le fascisme à la tête. En se défendant contre les agressions des brutes stipendiées, il arriva qu'on en blessa ou tua quelqu'une, mais qu'est-ce que cela pouvait bien faire à leurs chefs ? Cela leur faisait juste autant que fait la mort de leurs soldats à des généraux en chef solidement à l'abri dans leurs G.Q.G., maintenus par accord tacite en dehors de la « zone des hostilités ».

Jamais, ni les chefs apparents du fascisme, les Hitler ou les Mussolini, ni, encore moins, les chefs occultes, les vrais chefs, ceux qui payaient et pour qui on « travaillait » : magnats de la Ruhr, seigneurs fonciers de la Prusse, propriétaires d'Emilie et de Lombardie, industriels du Piémont — ne furent seulement menacés. Si les principaux de ceux-ci avaient senti personnellement leur vie en danger, fascisme et hitlérisme seraient morts avant d'avoir vécu.

Lorsque le fascisme deviendra réellement menaçant en France, ces enseignements de l'histoire ne devront pas être perdus de vue.

Le vrai pouvoir

La Cour de Cassation vient de décider que si le patron qui a prélevé sur le salaire de ses ouvriers, la cotisation que doivent ceux-ci aux Assurances Sociales, garde celle-ci pour lui, au lieu de la remettre aux Caisses d'assurances, et s'en sert pour ses propres besoins, ce patron ne commet pas d'abus de confiance ! — *Formidable ! mais exact.*

Vous êtes un ouvrier ou un employé ; votre patron vous remet de l'argent à porter dans une banque. Au lieu de le verser, vous le gardez ; vous vous en servez pour vous-même, pour nourrir votre famille, par exemple : vous commettez le délit d'« abus de confiance » ; peine : la réclusion, c'est-à-dire dix ans d'emprisonnement. Vous êtes un bourgeois, auquel quelqu'un d'autre a confié une certaine somme pour que vous la versiez à sa banque, vous la gardez pour vous ; vous commettez encore un « abus de confiance », mais comme vous n'êtes pas salarié, c'est moins grave : de deux mois à deux ans de prison seulement. Telle est la loi.

Eh bien ! si vous êtes un bourgeois qui escroque son ouvrier, si, pour reprendre les termes du Code, vous avez « détourné ou dissipé » de l'argent qui ne vous avait été remis « qu'à la charge d'en faire un usage ou un emploi déterminé », comme c'est le cas de la part du salaire de vos ouvriers qui ne vous a été remise qu'à charge de la verser aux caisses d'assurances, vous ne commettez pas, dit la Cour de Cassation, d'abus de confiance ! Vous ne méritez pas d'aller en prison !

C'est par millions et par dizaines de millions que se chifrent dans les grandes boîtes le montant des sommes dues aux ouvriers qui ne leur sont pas versées directement parce qu'elles doivent être versées à leur compte de la Caisse d'Assurances. Ces millions, ces dizaines de millions, qui appartiennent aux ouvriers qui les ont gagnés à la sueur de leur front, et qui sont destinés à payer leurs frais de médecins, de pharmaciens, d'accoucheurs, ou à assurer une retraite à leur vieillesse, le patron pourra s'en servir pour ses besoins personnels, il pourra les utiliser à régler par exemple, ses dettes de jeu — n'est-ce pas, M. Citroën ? — il n'ira pas en prison, car il n'aura pas commis d'« abus de confiance » !

Combien, à côté d'un tel jugement, le scandale Stavisky est peu de chose !

Le vrai pouvoir — nous le disons également par ailleurs — ce n'est pas celui qui fait les lois, c'est celui qui les applique, parce qu'il lui suffit de prétendre qu'il les applique pour pouvoir les violer impunément. Vous pouvez triturer autant que vous voudrez le texte des articles du Code relatifs à l'abus de confiance, déjà suffisamment scandaleux par la différence des peines qu'ils prévoient selon que le coupable est salarié ou non, vous ne trouverez rien qui permette de déclarer qu'un abus de confiance commis par un patron à l'égard de ses ouvriers, n'est pas un abus de confiance ; vous ne trouverez rien qui vous permette de dire que le patron a le droit de détourner de l'usage pour lequel il lui a été remis de l'argent appartenant à ses ouvriers. Et c'est cependant ce que la Cour de Cassation vient de décider.

Mais en cette occasion comme en toute autre, où les intérêts de sa classe sont en jeu, la Cour de Cassation s'assied sur la loi. Examinez les jurisprudences de la Cour de Cassation et de son frère siamois, le Conseil d'Etat, dans toutes les questions où la loi n'est pas conforme à la volonté du Capital, et vous verrez toujours le même fait : sous prétexte de l'« interpréter », Cour de Cassation et Conseil d'Etat violent la loi, même dans ses termes les plus formels.

Alors, esquintez-vous donc à faire élire des députés qui vous voteront de « bonnes lois ». Si par extraordinaire, il leur arrive d'en faire voter, le véritable pouvoir, qui, lui, ne dépend à aucun degré de vous, refusera de les appliquer. Ce n'est pas au Parlement, c'est dans les « corps constitués » que gît le vrai pouvoir.

Une économie : supprimer les expertises

Naturellement, ainsi qu'on ne pouvait pas ne pas s'y attendre, le rapport des trois « experts » commis pour enquêter sur la catastrophe de Lagny, conclut que s'il y a eu faute, c'est de la part du mécanicien et du chauffeur ! Cela était aussi certain d'avance que l'arrêt de la Cour de Cassation sur les assurances.

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons : il n'y a pas un seul exemple d'une catastrophe, pour laquelle les experts n'ont pas conclu qu'elle était due à une faute des ouvriers, ou, s'il était absolument impossible d'incriminer un ouvrier, qu'il s'agissait d'un cas de force majeure, absolument imprévisible. Jamais, pas une seule fois, on ne trouva de faute de la part du patron, ou de quelqu'un de son état-major.

Et il ne saurait en être autrement tant que les experts choisis par des tribunaux de classe, seront de la même classe, et même, plus précisément, de la même caste que les chefs responsables.

Aussi, puisqu'on parle d'« économies », en voici une à faire : qu'on supprime toutes les enquêtes et toutes les expertises ! Chacun sait maintenant qu'il ne s'agit que de comédies dont le résultat est connu d'avance. Elles n'ont même plus le mérite de jeter de la poudre aux yeux à quiconque.

Des expertises par les syndicats — ou bien pas d'expertise du tout.

Stavisky subventionné sur les fonds secrets

La Volonté, *le journal de Dubarry, touchait du ministère de l'Intérieur* 40.000 *francs par mois (vous entendez bien : quarante mille francs par mois,* 4 *millions* 800.000 *francs par an).*

Comme, durant les derniers temps, Stavisky avait acquis le contrôle de Dubarry et de la Volonté, *c'est finalement l'« escroc » Stavisky que l'Etat subventionnait. Non contents de lui assurer l'impunité, ces Messieurs du ministère lui donnaient avec l'argent des contribuables,* 40.000 *francs par mois !*

Après cela ne vous étonnez pas, fonctionnaires mes amis, qu'on veuille encore réduire vos traitements ; il faut bien pouvoir continuer à distribuer les millions à la foule innombrable des Dubarry et des Stavisky.

R. L.

Le second tirage de notre manifeste

Au syndicat, le pouvoir !

a été épuisé aussi rapidement que le premier. Nous avons procédé à un troisième tirage de 10.000. Continuez à le répandre ; il est fait pour un travail permanent et en profondeur. Demandez-nous le nombre d'exemplaires qu'il vous faut ; ils vous seront envoyés gratuitement.

De nombreux camarades nous ont demandé de développer les idées contenues dans le manifeste.

Au syndicat, le pouvoir !

Dès la quinzaine prochaine nous publierons un article de J. Barrué :

" Quelques principes du syndicalisme "

SANS PEUR ET SANS REPROCHES

Marie Guillot

Marie Guillot, notre si bonne et vaillante camarade n'est plus !

C'est par *Le Peuple* que la triste nouvelle nous est parvenue. Quelques lignes au bas d'une colonne, l'adieu à une militante qui n'était pas de la C.G.T. mais qui avait usé ses forces au service du syndicalisme, au service des travailleurs, de la masse qui peine et qui souffre.

Depuis plusieurs années, sa santé déclinait : elle continuait tout de même à militer. Au mois de mars 1933, une camarade de Saône-et-Loire nous écrivait : « *Marie est bien malade; il lui faudrait du repos, du calme, des soins affectueux. Ici, nous avons pensé que c'est chez vous qu'elle se remettrait le plus vite* ». Nous décidions aussitôt de la faire venir. Elle nous répond : « *Votre lettre m'a fait du bien et j'aurais voulu me rendre près de vous. Mais mon mal s'est aggravé ces dernières semaines. Le médecin parle de fatigue nerveuse, d'anémie. Je ne puis songer maintenant à faire le voyage de Bretagne. Plus tard, quand je serai mieux* ».



Marie GUILLOT,
ancienne secrétaire de la C.G.T.U.

Et quelques semaines plus tard : « *Je n'ai fourni presqu'aucun travail intellectuel depuis un mois. Je ne lis presque pas mais je vais un peu mieux. Envoyez-moi le bulletin d'octobre où seront les comptes-rendus des congrès. Je ne serai pas au nôtre en août prochain. Ce sera la première fois depuis tant d'années... Enfin, si j'arrive à guérir, je reprendrai un peu de travail pour aider les militants* ».

Nous ne devions plus la revoir !

Elle était venue chez nous à plusieurs reprises. La première fois, c'était en 1919, après le congrès de Tours. Pour des raisons matérielles, il nous fut impossible de l'accompagner dans toutes ses excursions. Elle partit seule pour la Pointe du Raz, Penmarch, Lesconil, Concarneau... Partout des camarades, prévenus de son arrivée, l'attendaient. Tous lui firent un accueil chaleureux, fraternel, dont elle fut profondément touchée et dont elle garda longtemps le souvenir.

Elle aurait aimé revenir à toutes les vacances : « *J'aurais voulu aller vers vous cette année*, nous écrivait-elle parfois. *Je ne suis pas assez riche. Le congrès absorbera toutes mes économies* ». C'est qu'elle n'en faisait pas lourd d'économies ! Elle dépensait beaucoup pour l'action syndicale, pour les souscriptions de toutes sortes, pour l'aide aux journaux qui ne vivent que grâce au désintéressement des camarades. Ces temps derniers, alors que son traitement lui suffisait tout juste pour se soigner, n'avons-nous pas vu qu'elle venait encore de verser 50 fr. à la *R. P.* !

SES DEBUTS

Une intelligence lucide au service d'une conscience droite, d'un cœur admirable, d'une grande sensibilité, d'un idéal foncièrement humain, telle était « la grande Marie ».

Tout enfant, elle avait vu de près les souffrances des pauvres. Sa mère, qui était blanchisseuse, resta veuve de bonne heure et eut bien du mal à élever ses deux fillettes. A cinquante ans, notre camarade était encore tout émue lorsqu'elle parlait de l'existence pénible menée par sa pauvre maman. C'était avec émotion aussi qu'elle se rappelait les compagnes de labeur de Mme Guillot qui, sous des dehors un peu rudes, cachaient un cœur pitoyable et savaient se montrer si bonnes, si dévouées, oubliant leurs propres misères pour secourir celles des autres. « *Le véritable dévouement*, nous disait-elle, *ne se rencontre que dans le peuple* ».

Ce peuple, elle l'aimait, elle le comprenait ; elle était fière de lui appartenir. Mais elle souffrait de le voir asservi, exploité, malheureux et, dès qu'elle eût démêlé les véritables causes de cette situation, elle décida de lutter contre elles.

A cette tâche, elle consacra 25 années de sa vie.

Dès 1911, elle crée le Syndicat des instituteurs de Saône-et-Loire. Mais son activité ne se limite pas à l'enseignement. Elle se mêle aux ouvriers, assiste à leurs réunions, fréquente la Bourse du travail de Châlon-sur-Saône. Pour y venir, elle fait à bicyclette le long trajet qui sépare de la ville le petit poste où elle enseigne. Rien ne l'arrête : ni la pluie, ni la neige, ni les nuits sombres, ni les critiques mesquines. Car elle fut critiquée. Pensez donc ! une femme se lancer ainsi dans la bataille sociale. Quel scandale ! Elle ne s'en soucie pas : sa voie est tracée ; elle la suit sans faiblesse, sans défaillance.

En 1912, après Chambéry, elle résiste aux menaces gouvernementales et maintient son syndicat debout malgré la défection de plusieurs camarades.

Puis c'est la guerre. Elle est de celles qui ne transigent pas, qui n'abdiquent pas. Elle collabore à l'*Ecole Emancipée*, le vaillant organe de la Fédération de l'Enseignement qui, de 1914 à 1918, ne cesse de flétrir l'horrible tuerie. En accord avec le petit noyau des résistants, elle fait de la propagande pacifiste, ce qui, à l'époque, n'était pas positivement sans danger.

En 1920, elle fonde les groupes féministes de l'enseignement dont elle devait être une des principales animatrices.

« NOUS NE PLIERONS PAS »

L'année suivante, c'est la révocation. Prétexte : le passage suivant d'une déclaration faite par les Comités syndicalistes révolutionnaires (les C.S.R.) dont elle était la secrétaire :

« *Le prolétariat combat, par la violence s'il le faut, pour posséder d'une façon exclusive les moyens de production et d'échange et met la main sur les pouvoirs publics afin de réaliser son dessein.*

» *Il est obligé, l'événement l'a prouvé, d'établir mo-*

mentanément la dictature du prolétariat pour atteindre son but ».

Notre camarade se défend en invoquant la liberté d'opinion. Dans une communication à la presse régionale, elle déclare :

« *Notre thèse c'est que, lorsque nous avons fourni un travail professionnel inattaquable, notre droit d'opinion reste entier... Tous, nous nous dresserons unanimes contre la réaction qui veut nous ravir notre indépendance. Plus on plie, plus il faut plier. Nous ne plierons pas* ».

Elle ne plia point. Pas plus qu'elle ne devait plier quelques années plus tard lorsqu'elle laissa saisir ses meubles par le fisc plutôt que de payer l'impôt sur les salaires contre lequel la C.G.T.U. menait une campagne énergique.

Son inspecteur primaire la défendit du point de vue professionnel devant le Conseil départemental, ce qui n'empêcha pas celui-ci de voter la révocation par 6 voix contre 5 et une abstention.

SECRETAIRE DE LA C.G.T.U.

Elle devient alors secrétaire de la Fédération de l'Enseignement (août 1921) et en 1922 elle passe au secrétariat de la C.G.T.U. avec Monmousseau, Cazals et Richetta. Il lui faut habiter Paris. Elle ne s'y plut jamais. Elle y était dépaysée. Ses collines de Saône-et-Loire, les grands horizons, les grands espaces lui manquaient. Mais surtout elle ne trouva pas chez les militants du centre la fraternité, la foi ardente, l'enthousiasme, le dévouement total qu'elle pensait rencontrer chez ceux que la confiance des adhérents avait placés aux premiers postes. Elle nous dit souvent sa déception à ce sujet. Elle en souffrit beaucoup et en demeura comme meurtrie.

Au bureau confédéral, elle fut tout de suite en désaccord avec Monmousseau ; lui, défenseur de la liaison organique, c'est-à-dire de la subordination des syndicats au parti communiste ; elle, partisan de l'indépendance syndicale. Aujourd'hui, devant les résultats néfastes de la subordination, on peut apprécier la clairvoyance de notre amie. Si la majorité l'avait suivie au lieu de marcher dans le sillage d'un Monmousseau nous n'aurions pas assisté à la décomposition de la C.G.T.U., à la chute catastrophique de ses effectifs.

Mais passons.

SA DOCTRINE

En 1924, Marie Guillot est réintégrée. L'administration l'envoie dans un petit poste où elle se trouve complètement isolée, au milieu d'une population hostile qui lui crée des difficultés. Ses amis lui conseillent de demander son changement : elle ne les écoute point, ne voulant pas avoir l'air de donner raison à ses persécuteurs. Nouvelles luttes, nouveaux soucis. Ce n'était pas fait pour rétablir sa santé, fortement ébranlée par son séjour dans la capitale.

Chaque année, nous la retrouvions au congrès de la Fédération. Elle restait le plus souvent avec les camarades du Finistère qu'elle affectionnait et qui le lui rendaient bien : « *J'envie*, nous disait-elle, *la bonne amitié qui lie tous les militants de chez vous. C'est une force* ».

Elle ne montait pas souvent à la tribune ; mais ses interventions faites d'un ton calme, tranquille, sans artifices oratoires, étaient claires, nettes, limpides comme sa pensée elle-même et impressionnaient l'auditoire. On l'écoutait dans le silence.

Parmi ses interventions, il faut retenir celle qu'elle fit en 1923, à Bourges, au congrès de la C.G.T.U., en faveur de l'indépendance syndicale. C'est une affirmation de foi syndicaliste :

« *Je dis que tout parti, si révolutionnaire qu'il soit, ne sera jamais aussi apte que les syndicats à préparer des militants vraiment révolutionnaires.*

» *L'action syndicaliste est la véritable action de classe, car elle est la seule action de classe. Cette action positive fait surgir des masses plus sûrement que la théorie ou l'activité politique, des énergies, des volontés, des consciences ; énergies, volontés, consciences révolutionnaires.*

.. ..

» *Le syndicalisme a ses directives puisées en lui-même, puisées en son expérience, expérience éclairée par la théorie de quelques grands esprits.*

» *C'est la théorie vivante, agissante, toujours renouvelée qui ne risque pas comme l'autre de vieillir. Et c'est ce qui constitue sa force, sa supériorité, en face des partis politiques...* »

Tout son discours serait à publier.

Après Bourges, elle rentra dans le rang et continua sa propagande pour une C.G.T.U. indépendante de tous les partis politiques, pour un véritable syndicalisme révolutionnaire. Elle milita dans la Ligue syndicaliste, dans la Minorité syndicale de l'Enseignement, dans le Comité des « 22 ». La *R. P.* la comptait parmi les plus fidèles de ses abonnés, parmi les meilleurs de ses amis.

Lorsque le Syndicat des instituteurs du Finistère décida de fusionner avec le S.N., elle nous écrivit :

« *Je suis convaincue comme vous, qu'en l'état actuel le rôle de notre Fédération, si divisée, sera bien diminué comme travail défricheur d'avant-garde. Je ne vois pas trop comment elle se tirera indemne de cette situation ; mais ses militants ne seront pas perdus s'ils savent, au moment nécessaire, aller au S.N. plutôt qu'à l'autonomie ; ce seront de rudes travailleurs comme ceux qui y sont déjà allés et dont nul n'a déraillé — à ma connaissance. C'est à cela que nos centristes n'ont pas pensé ; ils n'ont pas vu l'avenir tel qu'il sera... Nous irons d'ici peu brasser nos idées dans la masse et les purs demeureront isolés et impuissants dans une C.G.T.U. impuissante aussi parce que politicienne. Mais quelle bataille de l'autre côté !* »

Si elle n'imite pas tout de suite notre geste, c'est parce qu'elle ne pouvait entraîner son syndicat : « *On manque d'autorité morale pour combattre au S.N. lorsqu'on y va seul, sans ses camarades, et qu'on n'y peut faire aucun travail utile* ».

Dans l'*Action Syndicaliste* de février 1933, elle expose encore sa pensée :

« *La question se pose :*

« *Quand et comment fait-on de la lutte de classes. Qui la fait ?*

« *Ceux qui à vingt, trente, quarante, même soixante dans un syndicat, votent en assemblées générales squelettiques des motions incendiaires, ou ceux qui, moins excessifs en paroles, savent gagner la confiance des masses et les mener à l'action contre les employeurs ?*

« *Chez nous, ceux du Finistère, de la Loire* (S.N.), *abhorrés, mais actifs et énergiques; ou ceux de maints syndicats de notre fédération unitaire réduits à quelques militants sans action sur la masse ?*

« *Voilà la pierre de touche de l'action de classe* ».

Ce fut son dernier article. Son testament.

Nous ne l'entendrons plus. Sa mort nous cause une peine immense. Elle fut de « *ces gens tranquilles qui ne parviennent pas à tenir des discours enflammés, mais qui font tranquillement besogne révolutionnaire, tranquillement brisent leur avenir et risquent leur gagne-pain pour leurs idées, et, tranquillement toujours, car tout le monde ne peut pas trépider en parlant de révolution, sans plus de bruit meurent, s'il le faut, à leur poste de combat révolutionnaire* » (1).

Sa disparition crée un vide dans nos rangs. A l'heure où des actions décisives vont peut-être se livrer, elle nous manquera. Ses conseils nous eussent été utiles. Mais sa pensée et son exemple survivent et nous nous en inspirerons pour mener sans défaillance, jusqu'au bout, comme elle l'eût fait elle-même, la rude besogne qui s'annonce pour les jours prochains.

Ce sera le meilleur moyen de vénérer son souvenir.

Josette CORNEC.

---

(1) Extrait d'une réponse de Marie Guillot à une déclaration de Monmousseau (Bourges, 1923).

LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

LE FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT ESPAGNOL SE REALISERA-T-IL ?

Le nouveau cabinet Lerroux s'est formé sur une base aussi instable que précédemment : autrement dit la crise reste ouverte en Espagne, comme elle n'a cessé de l'être depuis les élections des Nouvelles Cortès. En effet, Lerroux n'a jamais possédé de forces propres et a été tout de suite, avec les radicaux, le prisonnier et l'instrument des éléments fascistes qui pratiquent à son égard une politique de soutien conditionnel en attendant le moment favorable pour s'emparer officiellement du pouvoir.

C'est devenu un lieu commun de dire que le gouvernement Lerroux-Bruning prépare l'avènement du Hitler espagnol Gil Robles (1), chef de l'*Action Populaire*, agrarienne et catholique. Sans doute les forces réactionnaires conjuguées n'ont pas encore jugé le moment opportun pour prendre directement en mains les rênes du gouvernement, ni même pour constituer ce triumvirat de transition Lerroux-Gil Robles-Ventosa ou Cambo (ces deux derniers représentant la ligue régionaliste catalane, groupement du patronat industriel de Catalogne), mais personne ne saurait se faire d'illusion : le nouveau cabinet Lerroux ne peut être considéré comme une solution et, ainsi que l'écrit l'*Heraldo* de Madrid, ce n'est là qu'« une sorte d'entraînement pour préparer l'arrivée des agrariens au pouvoir et pour que les Espagnols se fassent peu à peu à l'idée que M. Gil Robles va gouverner ».

La montée du fascisme

D'ores et déjà, les trois éléments du fascisme espagnol : agrariens, catholiques et industriels catalans se sentent les maîtres de la situation. Ils ont eu, depuis décembre, le temps de prendre nettement conscience de leur victoire inespérée aux Cortès et de préciser leur programme de transformation de l'Etat.

Ils réclament dès maintenant la révision de certains articles de la Constitution, menant surtout grand tapage autour des lois sur la réforme agraire et sur les congrégations ; ils exigent en outre la conclusion d'un concordat avec le Vatican.

Le clergé dirige impunément une propagande nettement anticonstitutionnelle. Le dimanche 11 février, en pleine cathédrale de Madrid, le nonce Tadeschini prononçait un discours qui était une attaque directe contre les lois républicaines. Certains radicaux s'en émurent et cet incident diplomatique trouva sa conclusion dans une protestation auprès du pape. Mais la meute déchaînée des catholiques se jura d'avoir la peau de Martinez Barrios et de purger le gouvernement Lerroux des éléments suspects d'un trop grand respect pour la Constitution laïque. On voit aujourd'hui qu'elle est parvenue aisément à ses fins. Au reste, les églises espagnoles sont des dépôts d'armes et de munitions et des foyers actifs de complots fascistes. Le gouvernement le sait parfaitement. Mais sa politique de maintien de l'ordre public consiste à frapper le plus brutalement possible les éléments d'extrême-gauche et à fermer les yeux devant les exploits des réactionnaires qui se font de plus en plus envahissants et arrogants. Eux ont toute latitude pour organiser publiquement leurs milices contre-révolutionnaires, pour inonder la presse de provocations et défiler en uniforme.

Ils agissent en futurs dictateurs, sûrs s'ils ne peuvent continuer leur ascension par la voie légale, de trouver toujours pour renforcer leurs milices cet admirable instrument de pronunciamento qu'a toujours constitué en Espagne l'armée. Il suffit de songer que tous les officiers versent une cotisation mensuelle destinée à payer les soldes de leurs collègues exilés pour complots monarchiques pour juger du genre de solidarité qui se pratique dans l'armée de la République.

Une fois de plus, le sabre et le goupillon sont prêts à s'unir en Espagne pour imposer au pays un régime inquisitorial, une sorte de dictature Primo de Rivera aggravée et probablement placée sous l'égide républicaine.

En tout cas, depuis que l'écrasement des partis de gauche a laissé le champ libre aux forces réactionnaires, la montée du fascisme s'est poursuivie sans arrêt.

Dès la chute du cabinet Azana, la réaction cacique s'est déchaînée sur les campagnes, entraînant un retour aux mœurs les plus odieuses du féodalisme. La misère y est terrible. Dans plusieurs provinces, le nombre des chômeurs agricoles représente plus de 50 % des travailleurs de la terre. Il arrive que ces masses, poussées par la faim, envahissent les domaines des latifundistes, mais elles ne sont pas de force à s'y maintenir.

Il est officiel que dans certains endroits les paysans sont réduits à se nourrir d'herbe et de racines. Il ne se passe pas de jour où les boutiques ne soient assaillies par une foule affamée.

Les grèves

Dans les régions industrielles, le chômage et la misère sont également toujours croissant. Malgré le régime draconien, des grèves éclatent un peu partout dans les mines et les grandes industries.

Partout, ces dernières semaines, des conflits très graves ont éclaté. Grèves à Elche, Almeria, Ténérife, Ségovie ; grève générale dans toute la région montagneuse autour de Santander ; très importante grève du textile à Barcelone et Sabadell ; grève générale des transports à Castellus, Alicante, Valence. Dans cette dernière ville le mouvement gréviste s'est également étendu à l'industrie hydroélectrique, huit transformateurs ont sauté à la dynamite. Mais c'est surtout à Madrid que le mouvement a pris de l'ampleur avec la grève du bâtiment (qui vaut, paraît-il, 750.000 pesetas de pertes par jour à l'industrie madrilène), de la métallurgie, des arts graphiques, des cafés, bars, restaurants et du commerce. La grève des arts graphiques déclenchée d'abord à l'imprimerie du journal monarchiste *A.B.C.* à la suite de l'introduction dans les ateliers de quelques jaunes affiliés à des organisations fascistes, s'est ensuite étendue à toute la presse.

Dans la capitale espagnole qui a supplanté aujourd'hui Barcelone dans le rôle d'avant-garde ouvrière, le mouvement gréviste a trouvé sa force dans l'union des forces ouvrières. Dès les premiers jours, le front unique s'est réalisé entre les deux centrales syndicales, U.G.T. et C.N.T. Il n'en est malheureusement pas de même dans tout le reste du pays et en particulier à Barcelone, cette vieille citadelle du syndicalisme, en proie au byzantinisme

(1) Pour ma part et pour rester dans l'ordre des comparaisons, j'apparenterais plus volontiers Gil Robles à Dollfus, l'aspirant Hitler espagnol étant plutôt à mon avis Primo de Rivera, le fils du sinistre dictateur du même nom.

doctrinaire. Aussi est-ce maintenant dans cette ville que les mouvements réussissent le plus mal. La grève générale de 24 heures décrétée le 13 de ce mois par l'*Alliance Ouvrière,* a été un échec par suite de la division des forces ouvrières qui ne combattent que dans un ordre dispersé.

Dès le 17 mars, le gouvernement a déclaré à nouveau l'état d'alarme à titre préventif contre le mouvement de grève annoncé. A Madrid, les syndicats de la C.N.T., les centres communistes et ceux des jeunesses socialistes à la Maison du Peuple ont été fermés. Les journaux ouvriers de la ville ont été suspendus. La mesure s'est étendue ensuite à toute l'Espagne qui se trouva huit jours à peu près sans presse, la presse bourgeoise madrilène ne sortant pas à cause de la grève des arts graphiques et la presse ouvrière étant interdite dans tout le pays. *Combate,* l'organe de la minorité de la C.N.T., lancé le dimanche 11 à Barcelone a tout juste pu faire sortir son premier numéro.

L'attitude du patronat et du gouvernement

La gravité de la crise économique et la fermentation révolutionnaire qui s'ensuit sont telles qu'une partie des classes dirigeantes, que n'aveugle pas encore le mirage du fascisme, ne dissimule pas ses craintes. Le très bourgeois *El Sol* de Madrid remarque que les mesures policières prises par un gouvernement déjà fort instable ne suffisent pas pour rétablir le calme et émet l'avis que « la tranquillité publique vaut bien quelques sacrifices économiques ». C'est un son de cloche analogue que faisait entendre l'*Information* du 15 février, insinuant que dans l'intérêt des industries espagnoles — et sous-entendu de leurs actionnaires français — il serait souhaitable que des solutions soient trouvées qui concilient les exigences commerciales et les nécessités sociales.

Cependant de telles opinions sont devenues fort rares dans la bourgeoisie. Le patronat industriel croit maintenant autant que les latifundistes au fascisme et son insolence ne connaît plus de bornes. Ces jours-ci, la fédération patronale de Madrid s'est réunie pour étudier la formation d'un front unique ; elle a décidé de boycotter les tribunaux mixtes et, le cas échéant, de décréter un lock-out massif qui acculerait la classe ouvrière à la famine.

Quant au gouvernement, il n'a jamais cessé de vivre dans la panique et l'obsession de la « sauvegarde de l'ordre public ». Les événements de France, les magnifiques manifestations antifascistes réalisées ici et l'essor du mouvement d'unité ouvrière lui ont fait redouter la contagion au delà des Pyrénées, aussi s'est-il de plus en plus plié aux exigences de la droite en multipliant les mesures anti-ouvrières.

On avait fait beaucoup de bruit autour d'un projet d'amnistie. Mais il s'agissait en fait d'amnistier les anciens ministres de la dictature et, finalement, la discussion dut en être renvoyée aux calendes, « à la suite de certains jugements défavorables à la concession d'une mesure de clémence partielle » expliquait le communiqué officiel.

Par contre, le gouvernement vient de présenter un projet de loi tendant à rendre obligatoire un préavis de 30 jours pour toute grève affectant les services publics et de 20 jours pour les autres industries ! Nul doute que ce projet ne soit ratifié par les Cortès comme l'a été celui augmentant de 1.500 les effectifs des gardes d'assaut et de 1.000 ceux de la garde civile. D'autre part, on prépare activement les camps de concentration. Un décret du ministre de la Justice prévoit un crédit de 1.750.000 pesetas pour organiser au plus vite des camps de concentration monstres aux Canaries ; d'autres sont également prévus pour les Baléares. C'est dans l'ordre des choses : Azana a fait les lois d'ordre public, Lerroux prépare les camps de concentration , le fascisme n'aura plus qu'à se mettre à table !

En tout cas, il y a à l'heure actuelle 15.000 travailleurs dans les prisons d'Espagne. Ce chiffre est à lui seul assez éloquent pour n'avoir besoin d'aucun commentaire.

La volte-face socialiste

Un des phénomènes les plus caractéristiques de la situation espagnole présente est le changement opéré par les événements dans la politique du parti socialiste. Celui-ci connait à son tour les persécutions gouvernementales et son organe *El Socialista* est fréquemment suspendu ou frappé d'amendes tout comme un vulgaire journal anarcho-syndicaliste.

On sait que les dernières élections ont marqué un écrasement massif du parti socialiste. De 114 sièges qu'il possédait dans la législature antérieure il n'en a conservé que 58, autrement dit il a perdu 56 mandats. C'était là l'aboutissement normal d'une politique qui lui avait rendu hostile un grand nombre de travailleurs.

En tout cas cette situation eut pour première conséquence de séparer plus nettement les deux tendances qui se partageaient le parti socialiste et sa filiale syndicale l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs). Ce processus n'a pas tardé à prendre une ampleur significative. La tendance Besteiro, mise en minorité, a dû abandonner sa situation stratégique tant à la commission exécutive de la fédération Madrilène du parti socialiste qu'à celle de l'U.G.T. La Fédération des travailleurs de la terre et celle des Cheminots, les deux derniers bastions de Besteiro, ont fini par suivre le mouvement. Largo Caballero a remporté la victoire sur toute la ligne et, aujourd'hui, l'ancien ministre du Travail préconise l'action directe, la prise du pouvoir par les travailleurs, le front unique avec les anarcho-syndicalistes et les communistes.

Voilà certes une volte-face qui peut surprendre. Elle s'explique cependant sans difficulté.

Le parti socialiste espagnol, liquidé en tant que parlementaire, devait, s'il ne voulait pas périr, sauvegarder, voire reconquérir une base ouvrière et pour ce faire il lui fallait répondre aux aspirations des masses. Or ces masses qui, groupées au sein de l'U.G.T. ont laissé passer le moment révolutionnaire, endormies par l'opinion réformiste de leurs chefs, ont été soudain réveillées par l'imminence du péril fasciste. Elles peuvent maintenant, en se basant sur l'expérience tant nationale qu'extra nationale, mesurer toute la duperie de la politique réformiste et parlementariste traditionnelle de la IIe Internationale. Partout les majorités parlementaires de gauche se sont avérées impuissantes à barrer la route au fascisme et, dernier et plus tragique exemple, la défaite de la social-démocratie autrichienne a montré que la plus héroïque des défenses in extremis ne saurait réparer le mal fait par des années de politique essentiellement réformiste et respectueuse de la légalité. En effet, la classe ouvrière autrichienne n'a pas répondu à l'appel de grève générale pour avoir depuis trop longtemps oublié que c'est là son arme par excellence et pour avoir perdu confiance en ses propres moyens d'action directe à force d'avoir fait confiance à l'action parlementaire de ses élus.

Cette terrible leçon donnée par les événements d'Autriche est venue s'ajouter à l'expérience propre de l'Espagne où l'ironie du sort veut qu'aujourd'hui les socialistes soient eux-mêmes victimes des armes qu'ils ont contribué à forger.

Ainsi s'explique le réveil à la réalité révolutionnaire, non seulement des masses socialistes, mais aussi des cadres dirigeants du parti socialiste et de l'U.G.T.

Jusque là ceux-ci s'étaient fort bien accommodés d'une situation transactionnelle où les apparences étaient plus ou moins sauves. Mais devant l'intransigeance des caciques qui s'exaspère et ne tient nullement à respecter la façade démocratique, force est bien aux dirigeants socialistes de quitter leur attitude conciliante. Est-ce par opportunisme tactique, pour ne pas se couper des masses, ou par un réel sentiment qu'une révision de la vieille tradition réformiste s'impose ou tout simplement par pur instinct de conservation ? Toujours est-il que le parti socia-

liste, abandonnant avec Largo Caballero sa ligne traditionnelle, a pris une attitude révolutionnaire. Quels que soient les mobiles qui le font agir, l'ancien ministre du Travail a en tout cas su faire preuve en l'occurence de ce sens des réalités qui lui a valu déjà en plusieurs circonstances l'épithète de Lénine espagnol, en ralliant ses troupes au cri de « front unique contre le fascisme » et en faisant appel à toutes les organisations ouvrières sans distinction de tendances.

L'ATTITUDE DE LA C.N.T.

La question était de savoir comment cette autre fraction de la classe ouvrière espagnole massée dans la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) allait répondre à ces propositions de front unique.

Dans un bulletin publié en décembre par le service de presse de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) — cette Internationale fantôme dont le seul membre vivant est la C.N.T. espagnole — on pouvait lire les lignes suivantes :

La C.N.T. n'a rien à craindre de l'incorporation au front révolutionnaire des masses syndicales de l'U.G.T. La C.N.T. n'a rien à perdre dans ce cas ; elle a, au contraire, une révolution à gagner et pour cela elle a besoin des forces prolétariennes qui ne militent pas dans l'anarcho-syndicalisme.

Et plus loin :

...dans des circonstances différentes cette unité n'eut pas été possible; aujourd'hui elle peut se réaliser.

Cette déclaration formulée après l'échec du mouvement insurrectionnel de décembre, semblait indiquer que les leçons de l'expérience n'avaient pas cette fois été vaines pour les militants de la C.N.T. C'était déjà, avant les propositions de front unique de Largo Caballero, un appel direct à l'unité et une reconnaissance de sa nécessité.

Dans *Solidaridad,* le nouveau journal fondé par la C.N.T. de Catalogne pour remplacer *Solidaridad Obrera* interdite, de nombreuses colonnes furent aussitôt consacrées à cette question de front unique, ce qui prouve à quel point ce grave problème préoccupe de tous côtés la classe ouvrière espagnole.

Il faut dire que beaucoup de militants de la C.N.T. évoquant les massacres de Casas Viejas et toutes les lois de répression votées par les socialistes, se sont tout de suite montrés hostiles à cette thèse ; d'autres ne dissimulaient pas leur méfiance vis-à-vis de Largo Caballero et ne cachaient pas leurs craintes de voir ce front unique dégénérer en un jeu de dupes pour les révolutionnaires. Le plenum des fédérations régionales de la C.N.T., réuni au milieu du mois dernier, conserva une position d'expectative, enjoignant à l'U.G.T. de préciser ce qu'elle entend par « front unique » et « révolution », les anarcho-syndicalistes se refusant quant à eux à un front unique qui ne devrait servir qu'à provoquer un simple changement des partis au pouvoir. C'est la même position que conserve aujourd'hui officiellement la C.N.T. dans le manifeste lancé le 1er mars par son Comité National. Ce manifeste contredit complètement la thèse soutenue par le bulletin de l'A.I.T. cité plus haut. A côté de l'expression d'une méfiance fort justifiée il faut l'avouer vis-à-vis des chefs socialistes, on y trouve des affirmations comme celle-ci : « le désir de front unique ne correspond pas à l'impulsion spontanée des masses », qui semblent dénoter une grave incompréhension de la situation. On y lit encore la résolution prise par la C.N.T. de ne faire aucun compromis qui puisse paraître une abdication de l'idéal communiste-libertaire.

Le plus tragique c'est que la C.N.T. se rend parfaitement compte de la gravité de l'heure. L'isolement auquel elle se condamne a, dans ces circonstances, quelque chose de désespéré.

Ainsi aucune réalisation de front unique sur une grande échelle ne s'est jusqu'ici effectuée. L'« Alliance ouvrière », qui groupe avec des socialistes, le Bloc ouvrier et paysan, la minorité trotskyste et quelques syndicalistes ne peut en aucune façon être considérée comme une réalisation d'unité puissante puisqu'elle laisse en dehors d'elle les masses importantes de la C.N.T. Pourtant, de ci de là, le front unique se réalise partiellement, soit dans la lutte syndicale, soit au cours de meetings contre le fascisme.

Il ne faut pas se dissimuler que la réalisation de l'unité ouvrière sera plus dure en Espagne que partout ailleurs, car elle se heurte à un obstacle énorme, ce passé tout proche et si lourd d'accusations pour les socialistes. Toutefois la nécessité d'un rapprochement des diverses tendances de la classe ouvrière qui s'accentue de jour en jour du fait du péril fasciste est susceptible de faire taire même les plus légitimes rancœurs.

FASCISME OU RÉVOLUTION ?

Les difficultés d'un tel front unique se compliquent il est vrai encore en Espagne du fait de la situation générale. En effet la crise, à la fois politique, sociale et économique ne permet plus l'existence d'une quelconque république bourgeoise plus ou moins teintée de démocratisme ; il n'y a plus, dans un très proche avenir, que deux issues : la révolution ou le fascisme. Or, pour faire la révolution, les anarcho-syndicalistes tout comme Largo Caballero ont sincèrement avoué qu'il fallait une coalition des forces ouvrières des deux centrales syndicales. Si chacune continue à travailler pour son propre compte sans se solidariser avec l'autre, la partie est pour toutes deux perdue d'avance. Mais si déjà l'unité d'action contre le fascisme est difficilement réalisable, que sera-ce pour l'unité d'action révolutionnaire !

L'U.G.T. est socialiste et la C.N.T. anarchiste, sans parler des quelques noyaux de syndicats communistes. Sur le terrain des rivalités politiques l'unité est à peu près impossible.

Pourtant, sur le plan économique, les travailleurs de l'U.G.T. et de la C.N.T. ont les mêmes intérêts à défendre, les mêmes droits à revendiquer, la même mission à accomplir : briser les cadres du régime capitaliste pour libérer le prolétariat du salariat. Les partis politiques, avoués ou inavoués, ne peuvent qu'entretenir les divisions de la classe ouvrière et la faire battre simultanément dans tous ses retranchements par le front unique du fascisme. Par contre, en cessant d'être les appendices de ces partis politiques et de servir d'instruments à leurs rivalités, bref en reconquérant leur indépendance, les organisations syndicales retrouveraient en même temps toutes leurs possibilités d'unité. Elles auraient, du même coup, écarté tout ce qui divise la classe ouvrière en apparence pour ne laisser subsister que ce qui l'unit : sa condition économique et cette capacité propre dont des groupements intéressés veulent la faire douter.

Avec quels mots d'ordre pourrait donc s'accomplir présentement cette révolution qui de *l'avis de tous* peut seule sauver encore l'Espagne du fascisme ? Communisme libertaire ou dictature d'un parti socialiste ou communiste ? La dictature d'un parti, fut-elle exercée au nom du prolétariat, a fait ses tristes preuves en U.R.S.S. Quant au communisme libertaire, les tentatives malheureuses dont il a été maintes fois l'objet en Espagne ont prouvé qu'il ne peut succéder sans transition au régime capitaliste.

Mais il est un mot d'ordre qui possède le triple avantage de porter en lui une signification concrète et sans équivoque, d'être immédiatement réalisable et de pouvoir, enfin, rallier la masse entière des travailleurs. Ce mot d'ordre, qui a été lancé il y a des années déjà en Espagne par quelques militants clairvoyants, est plus que jamais d'actualité, car c'est un appel à la prise directe du pouvoir par les travailleurs, qu'il résume dans cette formule : « tout le pouvoir aux syndicats ! »

Guidés par ce sentiment profond de l'importance primordiale de la vie syndicale qui les a toujours animés, les travailleurs d'Espagne sauront-ils briser à temps le front fasciste, en ouvrant, sous le signe du syndicalisme, la voie à la véritable révolution prolétarienne ?

Lucile PELLETIER.

Parmi nos lettres

Les paysans et le 12 février

L'instituteur d'un petit patelin de l'Yonne, le camarade Mader, nous écrit :

Ici, dans nos villages, personne, ou presque, n'a bien compris les raisons de notre grève du 12 février, qui d'ailleurs a fort bien réussi dans notre région (canton de Guillon : 18 instituteurs grévistes sur 21). Personnellement, nous avons eu à supporter de petits ennuis. Une pétition demandant notre déplacement a même recueilli quelques signatures. Cette pétition protestait contre la grève des fonctionnaires, et nous reprochait particulièrement d'avoir « débauché » des collègues de villages voisins le matin du 12 (ce qui est vrai) et d'avoir distribué aux enfants des journaux communistes (ce qui est faux).

Quoi qu'il en soit, je crois qu'on aurait dû faire imprimer quelques affiches, très courtes et très claires, exposant les raisons de notre geste. Le Syndicat National a bien fait passer un ordre du jour dans les journaux régionaux, mais c'est insuffisant : les gens d'ici (et c'est, je pense, général) ne savent guère lire un journal.

Evolution

Un nouvel abonné, le camarade Leyer, secrétaire de la section du Finistère de la Fédération de l'Enseignement, nous écrit :

J'ai trouvé la R. P. très intéressante, vivante et je la crois d'une utilité évidente pour le mouvement syndical. Je dois vous dire toutefois que son utilité m'apparaissait moins évidente il y a quelques mois (je connaissais déjà la R. P.) car je nourrissais encore quelques illusions en ce qui concerne les partis politiques et naturellement tout en approuvant l'attitude combattive, vraiment révolutionnaire et unitaire de la R. P., je n'approuvais pas en bloc son attitude vis-à-vis des partis ouvriers et plus particulièrement de celui auquel j'appartenais : le parti S.F.I.O. Il y a quatre mois, j'étais encore secrétaire de la section locale. Mais depuis mai 1932, mes illusions s'en allaient petit à petit et le coup de l'Aventin a emporté les dernières. Entré au parti à 23 ans, j'en suis sorti à 29 ans, suffisamment édifié sur le crédit que l'on peut faire à un parti politique. L'expérience a suffi, je ne suis pas prêt, je crois, de la recommencer. Je crois maintenant qu'en dehors du syndicalisme révolutionnaire il n'y a pas de salut pour la classe ouvrière. Aussi je suis entièrement d'accord en ce qui concerne votre manifeste : « Au syndicat, le pouvoir ! » C'est un excellent mot d'ordre à propager et je m'y emploie pour ma part.

Douarnenez après dix ans de « bolchevisation »

Du même camarade, — qui habite Douarnenez :

Nous sommes ici dans un milieu qui se ressent de dix ans de bolchevisation 100 %. Tout est par terre, tout est à reprendre par la base. Plus de syndicats, plus de syndiqués dans le milieu ouvrier et pêcheur ; aucune réalisation ouvrière, rien, rien ; rien que de l'inorganisation, de l'indifférence, du dégoût. Pas un gréviste le 12 février parmi les ouvriers et les pêcheurs. Les quelques syndiqués qui existent à Douarnenez sont tous fonctionnaires : confédérés et autonomes (douanes), un ou deux unitaires chez les instituteurs. Le 12 février, tout l'enseignement était en grève : cela n'a pas plu au maire communiste (?), l'illustre Le Flanchec, sous prétexte qu'un bal travesti était prévu pour les enfants et que les instituteurs grévistes l'ont naturellement laissé tomber pour aller à Quimper manifester. Parmi les employés communaux, un seul gréviste : un confédéré ; le secrétaire de l'U.L. unitaire fantôme, employé communal, a travaillé ce jour-là ! Son zèle révolutionnaire a consisté le lendemain à faire coller les affiches « Continuons la lutte ! » C'est un peu fort de café ! Tout ceci pour vous montrer à quel degré a été conduit par la bolchevisation 100 % un prolétariat qui a derrière lui un passé de lutte ardente contre le patronat des usines ! C'est navrant.

Pas seulement pour l'honneur !

Le camarade Organdi, de la Haute-Loire, nous écrit :

Suis entièrement d'accord avec le manifeste de la R. P. : Au syndicat, le pouvoir ! Courage ! La classe ouvrière semble se réveiller. Avant le 6 février, alors qu'elle était endormie, la R. P. luttait, presque seule, elle luttait non pas pour le salut : pour l'honneur. Maintenant je commence à croire que le salut peut venir. Mais pour cela, il faut que la classe ouvrière ne laisse les pavés ni aux cantonniers... ni aux fascistes.

Prenons notre place dans l'action et affirmons notre but

Un militant syndicaliste de la Loire nous écrit à propos de notre manifeste :

Le mot d'ordre « tout le pouvoir au syndicat » doit être lancé par les minorités syndicales. C'est celui qui constitue le but, celui auquel se rallient les camarades au fur et à mesure qu'ils se rendent compte que les mots d'ordre de la C.G.T. sont utopiques ; celui auquel se rallieront tous les militants de la C.G.T. quand le courant qu'ils auront créé sera assez fort. Sans ce but, notre action dans la C.G.T. risquerait de n'aboutir à rien, ou plutôt de renforcer le réformisme stagnant.

Laissons la C.G.T. faire son battage, ne la contrarions pas à tout propos, prenons notre place *dans son action, tout en affirmant notre but :* le pouvoir aux syndicats ; *faisons l'éducation des cadres sans nous séparer d'eux. Là est notre travail urgent.*

Pas d'unité d'action prématurée

Du même militant :

L'unité d'action prématurée, avec l'esprit des dirigeants du parti communiste, ce serait le sabotage de notre riposte au fascisme. Chacun se prépare selon ses habitudes, ses méthodes. L'unité d'action doit se réaliser seulement au moment d'agir : les troupes se groupent, il n'y a plus qu'à coordonner les efforts.

La « fascisation » des syndicats portugais

Un camarade de Lisbonne nous adressait, il y a quelques semaines, la lettre suivante :

Notre organisation corporative, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier de tout le pays, sont maintenant durement frappés par la dictature.

Le gouvernement a publié récemment une loi fascisant les syndicats, c'est-à-dire interdisant l'existence de tous les syndicats ouvriers qui n'acceptent pas la soi-disant « législation corporative » de la dictature, c'est-à-dire la mise en tutelle de nos organisations de classe par le gouvernement.

Pour le moment, les dictateurs n'imposent pas l'obligation de se « syndiquer », mais ça viendra sous peu, comme c'est arrivé en Italie et en Allemagne, car le processus est semblable.

Tous les syndicats qui, en assemblée, ont pris la décision de ne pas accepter la main-mise du gouvernement ont été dissous par les autorités, et leurs sièges saccagés.

La classe ouvrière organisée est disposée à réagir, et je suis heureux de vous annoncer que vient d'être établi le front unique entre toutes les tendances du mouvement ouvrier (Confédération Générale du Travail, de tendance syndicaliste ; Commission intersyndicale, de tendance communiste ; Fédération des Associations ouvrières, de tendance socialiste et Comité des Organisations Autonomes), dans l'intention d'organiser la défense. Quoique nous soyons sans liberté d'association, de réunion et de presse (tous les journaux ouvriers ont été supprimés), nous croyons, néanmoins, qu'il y aura bientôt, du nord au sud du Portugal, une protestation vigoureuse contre la politique réactionnaire du gouvernement, et spécialement l'opposition à la soi-disant « législation corporative ». En outre, l'activité illégale s'accentue.

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

TROISIÈME PARTIE (1)

Le retour

27 novembre : Accrochage !

Toujours le même voyage monotone à travers la campagne russe presque partout recouverte d'une légère couche de neige. Mon temps s'écoule à bavarder, à essayer en vain de lire (il y a trop de distractions), ou d'écrire (chose presque impossible, tellement le train balance, malgré son allure plus que réduite) ; il faut profiter des arrêts pour bâcler quelques mots sur une lettre ou une carte ; c'est ainsi que, pour écrire une lettre à mes camarades d'atelier, je m'y suis repris peut-être une dizaine de fois. Arrivée à Kharkov vers 15 heures ; l'arrêt annoncé étant de 20 minutes, nous nous précipitons au buffet, avalons une drôle de soupe aux choux et partons en vitesse sans pouvoir terminer l'insipide boulette de viande qui nous a été servie. Je m'efforce, malgré la difficulté, de transcrire sur un carnet toutes les questions qui m'ont été remises avant mon départ ; c'est ce qu'on pourrait appeler de l'écriture acrobatique.

Dans la soirée a lieu la lecture de la déclaration commune que tous les délégués doivent signer. Après une résistance honorable de ma part, et une protestation préalable contre l'obligation dans laquelle on me met de participer à la discussion, nous sommes deux anarchistes à n'accepter ni le principe de la déclaration, ni les termes employés. Vive algarade avec le chef de délégation ; très adroite intervention de Lefort, qui arrondit les angles ; Grenier s'excuse de son emportement et il est enfin convenu que, Toche et moi, nous lirons la déclaration à tête reposée et que nous présenterons ensuite les modifications estimées par nous nécessaires pour que nous acceptions de signer. Pour ma part, je me suis élevé contre l'interprétation donnée des réalisations vues par nous (et qui ne sont pas niables), contre la volonté de faire un bloc de la délégation (alors que je me considère comme ne devant de comptes qu'à ceux qui m'ont mandaté), et contre le chantage que constitue l'affirmation que la bourgeoisie exploitera le fait que la déclaration n'est pas signée par tous les délégués.

L'incident paraît clos jusqu'à nouvel ordre et nous prenons notre repas, après que je suis allé prendre des nouvelles de notre jeune camarade suisse Vagneux, couché avec une forte bronchite.

28 novembre : Retour à Moscou

Levé vers 7 h. 30. Temps assez clair, bien qu'un peu gris. Sur la campagne, la neige paraît plus épaisse ; les haies de jeunes sapins ont remplacé les claies de protection contre la neige ; on voit que nous approchons de Moscou.

Arrivée à Moscou à 12 h. 30 ; des autobus nous emmènent à l'Hôtel d'Europe, celui où nous avons déjà logé. Installation dans les chambres. Vagneux est toujours malade et va probablement rester quelque temps ici. Nous retrouvons les délégués paysans français, qui paraissent assez satisfaits de leur voyage. L'un d'eux, délégué de la Beauce, est malade et va, lui aussi sans doute, rester un certain temps ici. Distribution du courrier arrivé pendant notre voyage dans le sud. Rédaction de lettres, cartes postales, etc...

29 novembre : La prison de Sokolniky

Toujours un beau froid sec. Il faisait, paraît-il, avant-hier, 23 degrés au-dessous de zéro, mais, chose curieuse, on ne souffre que très peu du froid.

La délégation est rassemblée pour la visite d'une prison. Après un très long parcours en autobus, nous sommes introduits dans la prison de Sokolniky. Des détenus vont et viennent dans la cour, certains, au moyen d'un jet d'eau, préparent une patinoire. Un espace assez large sépare les corps de bâtiments du mur d'enceinte ; de loin en loin, à cheval sur ce mur, sont des observatoires où veillent des soldats rouges ; on nous mène d'abord dans la salle de spectacle de la prison ; après, traversée du « coin rouge » où on nous photographie à plusieurs reprises. Voici les déclarations qui nous sont faites :

La prison a été construite en 1912. Comme dans les usines, il y a ici des brigadiers de choc. On nous parle, sans que je comprenne très bien, de « différents cercles » élus par les détenus et aussi d'un « tribunal des détenus ». Ici, les prisonniers apprennent à lire et à écrire ; il y a également une école professionnelle (mécaniciens de cinéma, tisserands, soudeurs-électriciens, etc...). Dans la prison existent aussi différents cercles artistiques et politiques ; les questions politiques sont discutées dans la salle de théâtre où nous nous trouvons. Les détenus participent également aux emprunts, ainsi qu'aux souscriptions pour l'aviation, tout cela volontairement... (du moins nous le dit-on).

Les méthodes employées sont les mêmes que partout ailleurs en U.R.S.S. : émulation, brigades de choc, etc... Des primes sont remises aux oudarniks et même des con-

(1) Voir les numéros 165, 166, 167, 168, 169, 170.

gés ou un abrègement de peine ; les congés ordinaires peuvent être de sept jours, de quatorze jours, d'un mois et même de trois mois pour les travaux agricoles ; ils sont comptés dans la peine. Une journée de travail peut représenter deux ou trois jours de détention, suivant la qualité du travail. Les détenus doivent faire des demandes en vue de leur libération ; celle-ci est conditionnée par leur travail. Principaux travaux : tricotage, tissage, réparation de mécanique, teinture, etc... Les salaires sont de 25 roubles jusqu'à 80 ; au début (première catégorie) il est versé au détenu un tiers de son salaire ; dans la deuxième catégorie, la moitié ; dans la troisième catégorie, les trois quarts ; le reste est touché à la sortie de prison. Dans certains cas urgents (besoins de la famille), le détenu peut demander la partie non payée.

Comme dans l'industrie, le sixième jour est jour de repos ; la matinée de ce jour-là est employée à des jeux ; dans l'après-midi, les détenus peuvent se promener dans la prison avec leurs parents. Ils peuvent recevoir un colis tous les jours. La correspondance est libre. Il y a ici, au total, 1.200 prisonniers. L'âge moyen est de 18 à 30 ans ; la principale cause de cet état de choses est la guerre. La plupart des détenus sont des récidivistes. Il existe aussi des brigades d'éducation. Les cellules sont ouvertes le jour et la nuit ; le principe adopté est la liberté dans la prison ; les détenus ont le libre choix des jeux dans leurs moments de loisir ; il y a la T.S.F. dans chaque cellule et aussi le radio-journal dans la prison. Il est apporté une grande attention à la presse ; il y a un journal de la prison, imprimé, pour tous les détenus, et paraissant tous les six jours et un journal mural paraissant tous les quinze jours.

Le journal de la prison s'appelle *La Commune du Travail*.

La bibliothèque comprend 6.000 volumes. Il n'y a pas de femmes ici. La durée des condamnations est de dix ans au maximum en U.R.S.S. La proportion d'étrangers est de 1 sur mille. La plupart des détenus sont condamnés à trois ans. Des sanctions peuvent être prises par les tribunaux de camarades : privation de congé, suppression des journées doubles, etc... Quatre prisons ont déjà été désaffectées à Moscou et une dizaine dans la région. Les détenus touchent 100 grammes de viande ou de poisson par jour. La question sexuelle est résolue par les congés (tous les trois mois en moyenne). L'année dernière, trente détenus en congé ne sont pas rentrés, mais ils ont été repris peu après. Les visites sont surveillées seulement pour empêcher l'entrée de boissons alcooliques. Non, il n'y a pas de détenus politiques ici ; ils sont employés aux grands travaux comme le canal de la mer Blanche, etc... Non, il n'y a pas de membres du parti ici. Les enfants des détenus sont recueillis dans les jardins d'enfants. Les lettres des détenus ne sont pas censurées.

La conférence est terminée.

Nous visitons ensuite les différentes parties de la prison (réfectoire, coin rouge, cuisines, chambres, ateliers d'ajustage et de tissage, etc...). Pour la forme, je pose des questions à quelques détenus, mais il y a toujours un officiel tout près. Pour la plupart, ce sont des voleurs, sauf un qui a été condamné à la suite d'une rixe. Mon ami Toche, qui connaît un peu le russe, s'attarde à plusieurs reprises dans le but de causer avec des détenus, mais, dès les premiers mots, une interprète se rapproche ; là, comme ailleurs, nous ne saurons rien.

Second accrochage

Retour à l'hôtel. Repas. Puis sortie pour faire des achats. Longue promenade dans les magasins à commission (où les habitants peuvent apporter des objets d'occasion pour qu'on les leur vende), les torgsins, les magasins de commerce libre, enfin station dans un café. De retour à l'hôtel, confection, en paquets, des documents qui nous ont été remis par l'interprète-chef, lesquels paquets doivent nous être expédiés chez nous (ceci pour en éviter la saisie au passage de la douane française).

Enfin, préparatifs de départ pour Léningrad. Peu avant, rassemblement de tous les délégués dans une grande chambre. C'est au sujet de cette fameuse déclaration commune. Dans un coin de la chambre sont massés les officiels russes, interprètes et permanents, mais je dois constater qu'aucun d'eux ne prendra la parole durant la discussion.

Le chef de la délégation nous demande d'abord, à Toche et moi, quelles sont les modifications que nous pensons devoir apporter à la déclaration. Sur ce point précis, nous sommes tous deux d'accord : il n'y a pas de modifications possibles ; pour que nous puissions signer cette déclaration, il faudrait que l'esprit en soit totalement changé et alors, ce seraient les délégués communistes qui ne l'accepteraient pas ; de plus, nous renouvelons nos objections contre la nécessité de cette déclaration qui ne peut, comme les motions nègre-blanc du parti socialiste, que mécontenter tout le monde. Tous deux nous affirmons que nous ne devons rendre compte des résultats de notre enquête qu'à ceux-là mêmes qui nous ont mandatés et non à l'organisation procommuniste qui a rendu possible notre voyage. Cette façon de nous traduire devant une sorte de tribunal m'amène à déclarer que les temps de l'Inquisition sont passés et que pour ma part je trouve cela « plutôt rigolo ». Toche parle dans le même sens et Grenier, pour nous convaincre, nous dit alors que nous devons suivre la tradition, ce qui est assez plaisant dans la bouche d'un bolchevik. Devant son insistance, je déclare nettement que ma résolution est définitive et que je ne prendrai plus la parole à ce sujet.

C'est alors que notre camarade Creuzier, délégué paysan, lui aussi de tendance anarchiste, déclare que, bien qu'il ait signé la déclaration spéciale au groupe paysan, malgré ce qu'elle pouvait contenir de non-conforme à ses idées, il est décidé à ne pas permettre qu'on insiste davantage. Il comprend parfaitement notre état d'esprit et est tout prêt à prendre notre défense si cette pression continue.

Le délégué d'Epernay ayant, lui aussi, fait quelques réserves, le chef de la délégation se décide, avec regrets, à ne faire signer la déclaration qu'à 20 délégués sur 22 en affirmant, néanmoins, que cette non unanimité sera certainement exploitée par la bourgeoisie, ce qui m'oblige à lui dire : « Eh bien ! soyons logiques, ne faisons pas de déclaration ». Grenier ajoute alors qu'il se verra dans l'obligation de faire suivre nos réunions par un autre délégué qui remettra au point nos déclarations. Courtes interventions des délégués Plantier et Lefort et c'est fini.

Dans une conversation avec l'interprète-chef, je lui dis que ce ne sont pas ceux qui aujourd'hui ont crié le plus fort qui seront nécessairement les premiers à se sacrifier dans un mouvement possible ; elle essaie alors de faire rédiger une déclaration personnelle ; je m'y refuse et propose

en échange d'envoyer mon appréciation dès mon retour en France, ce qu'elle n'accepte pas. La question est close.

Je vais ensuite faire mes adieux aux deux délégués qui, malades, restent à l'hôtel. A ce moment une délégation des chauffeurs d'autos de Moscou vient, tout en nous apportant le salut de la corporation, nous remettre un magnifique drapeau rouge brodé, destiné aux chauffeurs de taxis de Paris : discours, *Internationale* en chœur, réponse par Lefort qui est chargé par le chef de la délégation de recevoir le drapeau et de le remettre, cela va de soi, au Syndicat unitaire. Nous prenons notre dernier repas à l'hôtel, puis partons en autobus pour la gare et retrouvons «notre wagon». Départ de Moscou vers minuit. En route pour Léningrad.

30 novembre : Léningrad

Réveil à 6 h. 30. La nuit est presque complète, malgré la réverbération de la neige. La ligne est meilleure, le train me paraît aller deux fois plus vite que dans le sud ; en tout cas, beaucoup moins de secousses. La campagne est pareille, mais plus boisée, et d'arbres plus gros ; les habitations ont meilleur aspect et sont plus grandes, plus massives ; en somme, bien meilleure impression que jusqu'ici. Arrivée à Léningrad à 10 h. 30. Réception par une musique militaire et par la délégation des ouvriers des transports, discours d'un délégué russe, *Internationale,* et réponse par Mouly, délégué des coopératives. *Internationale,* etc... (cérémonial habituel).

Sortie de la gare musique en tête, au pas cadencé. Nous avons seulement la place à traverser pour entrer à l'hôtel « Octobre » où nous allons loger. Cet hôtel est vraiment somptueux, et celui de Moscou fait, à côté, figure de parent pauvre. Tout y est d'une époque révolue : escaliers monumentaux (librairie, magasin, coiffeur, dans l'hôtel), salle à manger avec orchestre, vastes chambres pour quatre, avec salle de bains ; tout cela pour des délégués ouvriers, c'est de la corruption !

La délégation est partagée en plusieurs groupes. Pour ma part, je choisis celui qui doit visiter un chantier naval, laissant les autres camarades visiter le port. Chose étonnante, la température est beaucoup plus douce qu'à Moscou, bien que nous soyons plus au nord, je vois même 1 degré au-dessus de zéro à un thermomètre. Traversée de la ville en autobus. Celle-ci nous apparaît magnifique, avenues excessivement larges, bâtiments modernes, bien alignés, c'est le jour et la nuit avec Moscou. La population elle-même est mieux habillée ; pour un peu on se croirait dans une ville occidentale. Je comprends maintenant pourquoi on nous a incités à terminer notre voyage par Léningrad, dans le but sans doute de nous laisser sur une excellente impression.

Un chantier naval

Arrivée au chantier naval, appelé ici « Usine baltique ». Dans le bureau du directeur, celui-ci nous fait les déclarations suivantes :

Dans ce chantier, on produit de la fonte et de l'acier non seulement pour les besoins locaux, mais aussi pour d'autres centres. Nous fabriquons aussi maintenant des fours électriques. Les enfants des ouvriers passent deux mois chaque été dans une cité d'enfants. La durée du travail, est de 7 heures. Il y a ici 8.000 ouvriers. Nous manquons de main-d'œuvre. Dans l'usine, il y a cinq restaurants qui fournissent chacun 24 repas avec viande par mois et par ouvrier, soit une amélioration sur les années précédentes. Nous venons de construire deux nouvelles maisons ouvrières, logeant 1.200 ouvriers. 25 médecins sont attachés à l'usine ; de plus, des professeurs renommés donnent des consultations. Les ouvriers reçoivent des facilités pour des congés dans des sanas et maisons de repos. Le salaire moyen est de 200 roubles par mois ; le salaire minimum, 140 roubles. 25 % des ouvriers (2.000 au total) sont membres du parti communiste ; 95 % sont syndiqués ; 1.500 membres des jeunesses communistes ; 33 sont membres du Soviet de Léningrad ; 30 (en plus du travail quotidien) sont suppléants des grands postes administratifs, ce qui leur donne droit de contrôle ; 300 sont étudiants des écoles techniques et 1.500 dans les cours techniques de l'Usine.

L'entretien est terminé.

Nous visitons ensuite les ateliers (coin rouge, outillage, rivetage, infirmerie, etc.). L'impression est que les ouvriers, ici, sont plus qualifiés que dans les usines que nous avons déjà visitées ; par contre, et sans que j'en comprenne la raison, je discerne un manque d'aménité à notre égard dans le regard de nombreux ouvriers. Visite d'un navire en construction. Ce navire destiné au transport du bois est presque achevé ; il doit partir, me dit-on, la nuit prochaine pour ses essais ; j'ai peine à le croire, tellement il y règne une activité fébrile et désordonnée. Visite d'une cale sèche. La coque est à ses débuts, nous en voyons le dessous avec les ballasts ; on nous dit que les tôles manquent, ce qui oblige à employer de vieux fers.

La visite du chantier est terminée, nous rentrons dans les locaux de la direction ; le secrétaire du syndicat complète les renseignements donnés par le directeur :

Le syndicat s'occupe des assurances sociales, des questions de salaires et de l'approvisionnement ; ici, le syndicat doit défendre les ouvriers contre les déformations bureaucratiques, ce n'est pas comme dans les pays capitalistes, puisque le pouvoir est aux mains des ouvriers. 500 places pour malades ont été accordées cette année dans les sanas et 2.000 places dans les maisons de repos ; 500 enfants ont été envoyés en vacances à la campagne. Tous les enfants des ouvriers sont reçus dans les jardins d'enfants et les crèches ; ils y sont nourris gratuitement.

Dans le contrat collectif, on trouve les droits de l'administration et ceux des ouvriers ; en cas de conflit, les tribunaux jugent suivant le droit commun. Exemple : un contremaître ayant partagé entre tous ses ouvriers le montant de salaires aux pièces différents, a été condamné.

Le club comprend deux salles de spectacle, une bibliothèque et différents cercles artistiques ; il y a eu 68.000 entrées au club cette année ; parfois on y fait les réunions du comité d'usine, quand la discussion est nécessaire sur place.

Les soudeurs-autogènes ne reçoivent pas de lait, ce n'est pas utile pour eux, mais bénéficient d'un congé plus long (un mois).

5.000 syndiqués militent activement dans le syndicat ; celui-ci comprend 6 permanents.

Questions relatives au rôle du parti dans l'usine : La tâche principale de la cellule communiste est l'éducation politique des ouvriers. La commission d'épuration du parti a estimé que la cellule avait bien travaillé (le plan a été exécuté et les ouvriers ont reçu une bonne éducation).

Ici existe une Université communiste ; un journal imprimé (tous les deux jours), et journal mural dans chaque atelier. Résultats de l'épuration : 125 exclus ; mo-

tifs : mauvais travail de propagande, profiteurs (installés dans le parti), etc... ; 144 membres rétrogradés comme candidats pour insuffisance de connaissances politiques ; parmi eux, beaucoup d'ingénieurs, ignorants des questions politiques et surtout du mouvement ouvrier international ; pour ces 144 candidats, il existe des cours spéciaux. Le prochain congrès du parti aura lieu en janvier 1934. Le parti joue un très grand rôle dans toute l'usine ; la cellule communiste appuie parfois les revendications du syndicat.

Pour certains groupes, le travail est continu et le repos par roulement, c'est pourquoi, aujourd'hui jour de congé, nous avons vu des ouvriers au travail.

La conférence est terminée, nous prenons congé et remontons dans nos voitures.

La ville est superbe et contraste d'une façon étonnante avec Moscou : partout de larges avenues, bordées de hautes et belles maisons des plus bourgeoises ; à chaque instant, des monuments attestent la puissance et la munificence des tsars. La Néva est, elle aussi, impressionnante, et par sa largeur, et par la majesté des superbes bâtiments construits sur ses quais. En ce moment, la nappe de glace qu'elle forme est rompue par le passage des brise-glaces, de plus il fait très doux (1 degré au-dessus) et c'est une sorte de dégel momentané. J'ai remarqué de nombreux « torgsins » parmi les magasins qui foisonnent dans ce quartier de la gare. Je me rends dans l'un d'eux pour y faire quelques emplettes. La caissière manque de monnaie française et me rend des pièces anglaises.

17 h. 30, dîner à l'hôtel. Après celui-ci, les autres délégués, que je n'accompagne pas, vont passer la soirée dans un club ouvrier.

1er décembre : Dernier jour

Le jour se lève très tard, 8 h. 30 ; c'est à peine si on y voit clair. Sitôt debout je vais prendre le petit déjeuner (toujours ce même sentiment de gêne quand un garçon se précipite vers moi pour allumer ma cigarette), puis je me prépare à faire un tour de promenade avec Toche ; c'est là que je vois dans toute sa beauté employer la méthode évasive si en honneur dans ce pays. On ne vous dit pas non, ce serait trop net et cela pourrait pousser à rompre les ponts, non, on se contente de vous tenir en haleine par toutes sortes d'affirmations n'ayant aucun caractère de précision ; on va aux renseignements, on vous assure que dans très peu de temps vous saurez à quelle heure il est possible de se rendre à tel endroit, on vous dit qu'on a téléphoné pour avoir l'autobus et que celui-ci va arriver incessamment; on fait intervenir mille raisons plus ou moins valables pour vous faire patienter, et jamais, jamais, vous ne voyez rien venir.

C'est ainsi que ce matin, pourtant bien décidés à faire une courte promenade en ville, en attendant le départ, que nous pressentions tardif, pour le musée antireligieux, nous avons dû attendre, toujours attendre, de 9 heures à 10 h. 1/4 ! Enfin, au moment où, lassés, nous allions franchir le seuil de l'hôtel, l'autobus est arrivé. Qu'importe l'énervement, le mécontentement même, le but a été atteint, nous n'avons pas eu de contact avec le peuple, le vrai, celui qui travaille, et non celui qui se prétend tel, composé qu'il est de permanents et d'employés d'organisations diverses.

Pour la tension que cela causera parmi les délégués, on en aura vite raison pour la plupart par la bonne chère, le séjour dans les meilleurs hôtels, le voyage en wagon-couchettes de première classe, et, quand il le faut, par une tirade révolutionnaire... Quant aux autres, les mauvais coucheurs, après avoir cherché à les amadouer, on s'efforcera de les enfermer dans ce dilemme : ou bien dire ouvertement tout ce qu'ils ont vu et appris de mauvais en U.R.S.S. (et alors ils donneront des armes à la bourgeoisie), ou bien s'associer à l'apologie du régime que ne manqueront pas de faire tous les communistes ou pseudo-communistes de la délégation (et alors c'est le reniement de toute idée personnelle et l'abandon de tous ceux qui, en U.R.S.S., espèrent encore en un peu de liberté). Evidemment c'est machiavélique.

Reste à savoir si nous, les anarchistes et même les simplement sincères, nous accepterons cela et si nous ne trouverons pas un moyen de libérer notre conscience sans pour cela aider les capitalistes ? Ce n'est pas travailler à l'émancipation des hommes, ce n'est pas aider la révolution russe à poursuivre son œuvre, que de trouver normal le déploiement effroyable d'autorité, de répression qui sévit en U.R.S.S. C'est un peu la façon d'agir d'un homme qui, ayant un doigt légèrement écrasé, ne trouverait rien de mieux, pour le guérir, que de l'écrabouiller entièrement.

J'ai cherché à savoir de quelle façon on s'y prendrait, en U.R.S.S., pour faire disparaître cette autorité qu'on prétend nécessaire, pour parvenir à la Société sans Etat dont ont parlé Marx et Lénine. Jamais je n'ai pu obtenir une réponse nette ; on s'est toujours contenté de me dire que la disparition des éléments contre-révolutionnaires amènerait celle de cette répression impitoyable, mais, cette façon d'agir causant fatalement un immense mécontentement, en même temps qu'on veut éteindre l'incendie on verse de l'huile dessus. Comme si on avait déjà vu un dirigeant, un puissant, abandonner de lui-même la force qu'il possède et ne pas chercher à l'augmenter toujours !

Le musée antireligieux

La visite du musée antireligieux, quoique trop courte par manque de temps, fut très intéressante. Ce musée est installé dans une splendide basilique, construite au siècle dernier par un architecte français, qui y consacra la majeure partie de sa vie. Un peu moins élevée que Saint-Pierre de Rome, elle contient des colonnes de marbre et de malachite de toute beauté. Tout l'intérieur du dôme, comme aussi l'extérieur, est recouvert d'or. Magnifique portail en bronze, avec hauts reliefs ; beaucoup de gravures, photos, reproductions, documents de toutes sortes ; curieuses reliques d'un saint desséché naturellement dans la terre, particularité exploitée par le clergé d'alors.

Le guide nous donne des détails intéressants sur les difficultés de la construction : 50.000 ouvriers ou paysans furent parqués comme du bétail sur le lieu même du travail. Vu, enfin, un pendule de Foucault démontrant, d'une façon encore plus nette que celui installé aux Arts et Métiers à Paris, la rotation de la terre, en raison de l'élévation plus grande du point d'attache ; à

côté, petit appareil prouvant la vérité du principe du pendule sur lequel s'est basé Foucault. Je suis engagé à résumer rapidement nos impressions sur le livre d'or des visiteurs. J'écris approximativement ceci :

Malgré notre court séjour dans ce musée, je pense être l'interprète des sentiments des délégués français en affirmant n'avoir jamais vu une telle accumulation de documents prouvant que comme l'a si bien dit Lénine « la religion est l'opium du peuple ». Cela démontre à l'évidence que toutes les religions, quelles qu'elles soient, prêchent la résignation et, partant, l'obéissance aux puissants du jour. Les Soviets n'œuvreront jamais trop dans ce sens.

Retour à l'hôtel par un autre itinéraire qu'à l'aller. Nous passons par le Champ-de-Mars où eurent lieu les débuts de la Révolution de 1905 ; nous voyons au passage le Palais d'Hiver, l'Amirauté, la Forteresse Pierre-et-Paul. Ce détour nous retarde ; nous n'arrivons à l'hôtel qu'à 11 heures 45 ; déjeunons très rapidement et, munis de volumineux paquets de provisions, nous partons pour la gare.

En cours de route a lieu un incident assez violent entre le conducteur de l'un des autobus et un milicien ; d'après le camarade délégué qui m'a rapporté le fait, et ceci est en contradiction avec ce qu'on nous a dit de la mansuétude de la milice, le conducteur tremblait de tous ses membres en voyant le milicien inscrire son numéro. Le départ a lieu à 13 heures avec musique, discours et *Internationales*, mais tout cela est coupé net par le départ du train.

Départ

Notre retour en France s'effectuera par les anciennes provinces russes de la Baltique. Jusqu'à la frontière lettone, rien de particulier. Arrivée à 22 h. 30 à Ostrov, dernière gare russe. Nous y descendons manger rapidement et faire nos adieux aux délégués des organisations locales. Discours de Grenier, très chaleureux et sans grosses attaques contre les autres tendances ; courte intervention de Bouat, le postier de Rouen, qui fait allusion aux hommes de parti pris qui n'ont pas signé la déclaration. Nous nous séparons de Guilda, une des interprètes. Notre train repart pour s'arrêter peu après à la frontière même, située en pleins champs. Là, adieux à Liouba, l'interprète-chef, que nombre de délégués embrassent comme du bon pain ; ces effusions me semblent même un tantinet ridicules. Il est 23 heures (heure de Lettonie), quand nous franchissons la frontière ; là aussi, arc de triomphe, mais beaucoup plus modeste que celui du Niegorieloje à l'aller.

C'est fini, nous voilà à nouveau dans le monde capitaliste et, chose curieuse, je ne ressens aucune émotion, si ce n'est peut-être le sentiment de pouvoir enfin exprimer, jusqu'à un certain point, ce que je pense ; sensation que, au fond, j'aurais été heureux de ne pas ressentir. A Ritupe, première gare de Lettonie, changement de train ; nous sommes, cette fois, dans ces mêmes wagons-couchettes de 3e classe qu'en U.R.S.S. on appelle les « durs ». Chacun prépare sa couchette, tout en bois et sans le moindre matelas. Essais amusants de conversation avec quelques Lettons. Dans l'ensemble, ces gens-là nous paraissent de francs camarades, assez enjoués, ce qui me change de cette froideur que j'ai constatée chez les Russes, contrairement à ce qui m'avait été dit avant mon départ. D'où provient donc cette modification des caractères ?

2 décembre : Riga

Quelques heures d'un mauvais sommeil et nous arrivons à Riga alors qu'il fait encore nuit ; on nous annonce que le départ aura lieu à 13 heures ; le garçon d'un hôtel nous emmène prendre le petit déjeuner à l'hôtel d'Europe. Nous y laissons nos bagages et ce même garçon nous sert de guide pour visiter la ville. La tournée commence par le grand marché (les Halles de là-bas) resplendissant d'ordre, d'abondance et de propreté ; quel contraste avec la Russie ! Peu après, le mot espéranto sur une enseigne me fait quitter les autres délégués. C'est le siège d'un groupe local espérantiste, installé chez un marchand de couleurs. Courte conversation, puis visite au trésorier du groupe, lequel nous donne rendez-vous pour la fin de la matinée.

Avec Toche, qui ne m'a pas quitté, nous faisons en attendant une promenade par la ville ; très belle sous la neige et dont les monuments sont imposants. Nous tombons sur le port, encombré de glaces flottantes et où sont amarrés des navires lettons et des navires allemands à croix gammée.

Retour à l'hôtel où, pendant notre repas, viennent me rejoindre deux espérantistes. Ils me disent que leurs groupements comprennent à Riga un millier d'adhérents ; ils m'apprennent qu'à Reval, capitale de l'Esthonie, toute la municipalité pratique l'espéranto. Comme j'aurais voulu trouver la même situation en U.R.S.S. !

Paul Dhermy,
Délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de Saint-Denis.

(*Dans le prochain numéro les conclusions de Dhermy*)

N'OUBLIEZ PAS LES DETTES DU " CRI "

Nos camarades ont pu voir, dans la R. P. *du 25-2-34, que les cotisations de la « Phalange d'honneur » du* Cri du Peuple *n'ont atteint que 5.500 francs. Il aurait fallu quatre fois plus d'argent pour payer les dettes les plus urgentes. Aussi, nous avons adressé dernièrement une circulaire à tous les « phalangistes » pour leur rafraîchir la mémoire et les mettre au courant des difficultés que le camarade Chambelland rencontre pour faire face aux engagements qu'il avait dû prendre vis-à-vis des créanciers du* Cri. *Notre circulaire a réveillé pas mal de dévouements.*

Sommes reçues du 1er janvier au 15 mars 1934

Gény, 20 ; Chestier, 10 ; Chambelland, 100 ; Huitel, 45 ; Charroin, 20 ; Thomas, 30 ; Guriec, 20 ; Croze, 100 ; Busseuil, 50 ; J. et J. Cornec, 260 ; Godonnèche, 20 ; Charbit, 20 ; Joulia, 10 ; Guérin, 20 ; Delsol, 20 ; C. Philippon, 120 ; Lagain, 30 ; Boissel, 20 ; Veiller, 10 ; Anne Bizeau, 10 ; Martinet, 20 ; Pranchère, 10 ; Delhermet, 100 ; Duyck, 25 ; Audin, 120 ; Isabelle Augenlicht, 10 ; Pierre et Hélène Bossu, 250 ; Delamotte, 30 ; Mons, 25 ; Bettendrofer, 10 ; Espagnon, 30 ; Garnery A., 100 ; Garnery G., 100 ; Cousin, 100 ; Péri, 10 ; Foy, 50 ; Pelletier A., 10 ; Auffret, 10 ; Deveaux, 10 ; Lecomte, 10 ; Perdoux, 70 fr.

Remboursements effectués

Au camarade Bour, 800 francs ; aux Messageries Hachette, 100 ; à l'imprimerie Dangon, 500.

NOTES SUR L'U.R.S.S.

En marge du XVIIe Congrès

En lisant le compte-rendu de ce XVIIe Congrès du parti communiste russe on se demande tout d'abord : mais pourquoi un congrès ? Voilà plus de trois ans qu'on s'en passait, et les 2.000 « délégués » réunis n'ayant absolument rien discuté, on conclut qu'on aurait pu s'en passer encore. Disons tout de suite que les délégués ont admirablement compris pourquoi on les faisait venir et qu'ils ont bien joué leur rôle ; ils ont rivalisé d'ardeur pour prouver à Staline qu'il était le plus grand d'entre les grands chefs de tous les temps et de tous les peuples (sic). *Ils approuvèrent, en guise de résolutions, tous les faits et gestes — passés, présents et futurs — du grand maître et prirent l'engagement d'exécuter sans conditions tous ses ordres.*

* * *

Nous nous en voudrions de répéter ici les chiffres innombrables et indigestes dont les orateurs bolcheviks nourrissent les travailleurs russes, nous avertirons seulement les camarades qui les auraient sous les yeux qu'il faut être très prudent pour les interpréter car, même lorsqu'ils répondent à une réalité, ils sont souvent arbitrairement liés les uns aux autres; de plus leur unité de mesure, le rouble, est une chose à qui personne n'a encore pu donner une valeur même approximative.

Le second plan quinquennal, qui fut présenté au Congrès, « rassurera » ceux qui aiment les choses grandioses, les pyramides — surtout quand ce sont les Egyptiens ou les Russes qui les construisent. On prévoit, en effet, pour 1933-37, suffisamment de « pyramides » à entreprendre ou terminer pour que les pauvres travailleurs russes n'aient pas la possibilité d'un répit, pourtant bien mérité.

Et maintenant glanons quelques précisions dans les longs discours prononcés :

* * *

La baisse du cheptel. — *Pour la première fois on avoue publiquement une chose que tout le monde savait en U.R.S.S., mais dont il était très dangereux de parler : Le cheptel a diminué, depuis la collectivisation forcée des paysans, dans les proportions qui ressortent du tableau suivant, qui donne en millions de têtes le nombre d'animaux existant dans les années indiquées :*

	1916	1929 (1)	1930	1931	1932	1933
Chevaux	35,1	34,	30,2	26,2	19,6	16,6
Gros bétail	58,9	68,1	52,5	47,9	40,7	38,6
Moutons et chèvres	115,2	147,2	108,8	77,7	52,1	50,6
Porcs	20,3	20,9	13,6	14,4	11,6	12,2

Officiellement c'est la faute des soi-disant « koulaks », — mais qui pourra croire un instant que ceux-ci étaient assez nombreux et puissants pour détruire en 4 ans, malgré la Guépéou et les Communistes, et en plus de l'abattage normal pour l'alimentation, 100 millions de moutons, 300 millions de vaches et bœufs et 18 millions de chevaux? La vérité est que le paysan tout court et non le « koulak » ne voulait pas d'une collectivisation imposée et que, jusqu'ici, l'élevage collectif du cheptel a été désastreux pour le pays.

Pour les travailleurs russes ce petit tableau signifie encore autre chose; il signifie : pas de viande, pas de graisses, pas de lait, pas de beurre, pas de cuirs, pas de laine, pas de savon, etc... Pour la culture il signifie également : beaucoup moins d'engrais. On ne s'étonnera donc plus d'apprendre que la ration actuellement en cours à Moscou comprend seulement :

Aliments	Rations pour ouvriers et petits techniciens 1re cat.	2e cat.	employés et ménagères	enfants
	par jour			
Pain de froment...	400 gr.	400 gr.	200 gr.	200 gr.
Pain de seigle.....	400 gr.	400 gr.	200 gr.	200 gr.
	par mois			
Viande et os	2000 gr.	1000 gr.	rien	500 gr.
Graisses, beurre, huile	400 gr.	400 gr.	rien	rien
Sucre	1000 gr.	1000 gr.	800 gr.	800 gr.
Harengs salés	1000 gr.	800 gr.	rien	rien
Blé noir (lég. secs).	1000 gr.	500 gr.	400 gr.	400 gr.
Œufs et lait	rien	rien	rien	rien

Pommes de terres et légumes : distributions aussi irrégulières qu'insuffisantes.

En plus de cela, l'ouvrier peut se « payer » un repas insuffisant et mauvais, un seul et sans choix, au réfectoire de l'usine et seulement les jours où il travaille, et les membres de sa famille ne travaillant pas à l'usine n'y ayant pas droit.

Nous terminerons là-dessus en disant que les « responsables » du parti, les dirigeants de l'économie et de l'Administration ont des rations beaucoup plus copieuses et ne souffrent pas énormément de l'état vraiment misérable auquel la folie des « pyramides » et le dédain du « matériel humain » ont conduit le pays.

* * *

Amélioration de l'approvisionnement. — *Il est maintenant plus facile d'estimer à leur juste valeur les buts que se propose le second plan quinquennal en ce qui concerne l'amélioration de l'approvisionnement. On se propose de doubler en 1937 la consommation moyenne par personne de la viande et du beurre, d'augmenter de 2 fois et demie la consommation des œufs et sucreries, de 5 fois celle des conserves et de « satisfaire » les besoins en pain, pommes de terre et légumes.*

N'est-elle pas tristement ironique cette promesse faite au nom du socialisme à une famille ouvrière qui touche pour toute la famille 400 grammes de graisse et 1 kilo ou deux de viande et os par mois, d'en toucher le double en 1937 — qui ne voit pas d'œufs, d'en manger 2 fois et demie plus — qui goûte 2 ou 3 fois des conserves par an, d'en consommer 5 fois plus — et de satisfaire ses besoins en pain, pommes de terre et légumes en 1937, c'est-à-dire 20 ans après la révolution !

On prévoit, comme conséquence de cette « amélioration », la suppression des cartes d'alimentation pour... après 1937. Mais même alors on n'aura pas atteint, même si les prévisions se réalisent, le niveau de vie de l'époque 1925-27 qui fut le point de départ du règne Stalinien. A quoi auront donc servi les 2 plans quinquennaux ?

M. YVON.

(1) 1929 est la première année de la collectivisation.

L'« abominable vénalité de la presse... »

Parmi les chèques de Stavisky :

1° Chèque E. 813.160 : 50.000 francs tiré par Stavisky à l'ordre de lui-même. Sur le talon, figure la mention : Chauchat (Petit Journal).

M. Chauchat est l'administrateur du **Petit Journal.**

2° Chèque E. 813.167 : 15.000 francs.

Chèque E. 810.845 : 200.000 francs.

Tous deux sur le Crédit Lyonnais. Au talon, la mention **Journal.**

LE PLAN DE MAN

La signification de classe d'un factum électoral

Je ne ferai point l'injure aux lecteurs de la *R. P.* de discuter dans le détail le « plan » récemment adopté comme programme par le Parti Ouvrier Belge, dit « plan de Man », qui a eu son heure d'actualité dans la presse « socialiste » française. On ne perd pas son temps à relever les contradictions d'une affiche électorale qui, comme toutes les affiches électorales, accumule simultanément les promesses à toutes les couches de la population sans se soucier de ce qu'elles ont d'inconciliables, et encore bien moins des moyens de les réaliser (1).

Ce que contient le plan de Man

Il ignore les organisations ouvrières

Je n'insisterai pas non plus sur ce qu'a de formidable ce fait que ce programme d'un parti qui s'appelle « ouvrier » ignore complètement les organisations ouvrières. Ce « plan » dont la reproduction in-extenso occuperait deux bonnes pages de la *R. P.*, contient sur les syndicats tout juste une demi-ligne : « reconnaissance syndicale ». La « reconnaissance » des syndicats, qui est un droit déjà acquis aussi bien en Belgique qu'en France, voilà tout ce que le « plan » se propose de faire pour les organisations syndicales !

Il garantit la propriété

Par contre, tout un chapitre est consacré à affirmer que le « plan » respectera ce que jusqu'ici on croyait que le socialisme se donnait précisément pour mission de détruire : le droit de propriété. Droit à l'épargne, droit d'héritage, droit d'être patron, le plan « socialiste » les déclare sacrés. Absolument tabou ; défense d'y toucher. Ce n'est que dans le cas où il y aurait monopole de fait, c'est-à-dire dans le cas où le capitalisme aurait transgressé lui-même ses propres lois, où il ne fonctionnerait plus selon la loi de la libre concurrence, que le plan réprimerait cette entorse aux principes du capitalisme, en faisant reprendre par l'Etat les industries ainsi monopolisées, plus précisément : les « principales » de ces industries, et seulement celles qui « produisent des matières premières ou de l'énergie motrice ». Quand nous disons « reprendre », entendons-nous bien ; il s'agit de les « racheter », en en payant toute leur valeur sous le nom d'indemnité, à leurs propriétaires.

Il ne touche pas à l'État

Inutile non plus d'insister sur ce fait que si, dans ses parties les plus « audacieuses » (comme celle que nous venons d'indiquer : le rachat des monopoles), le plan dit socialiste reprend tout juste le programme traditionnel des radicaux français, il reste en d'autres domaines bien en arrière de l'ancien programme radical, ou même simplement républicain. Ainsi, en politique proprement dite.

L'Etat actuel, l'Etat napoléonien, tel qu'il existe encore aujourd'hui aussi bien en Belgique qu'en France, est basé, comme chacun de nous sait, sur une mystification. C'est le peuple qui, soi-disant est souverain et délègue sa souveraineté au Parlement, mais celui-ci a tout juste le pouvoir de... pérorer. Car si c'est bien le Parlement qui vote les lois, ce n'est pas lui qui les applique. Ceux qui les appliquent et qui par suite, seuls détiennent la réalité du pouvoir, ne sont pas élus : ce sont les corps administratifs et judiciaires, *nommés par en haut.*

C'est ce qu'avaient vu les républicains des années 70 et 80, qui, en vrais démocrates, demandaient à ce que soient élus au moins les membres du plus important de ces corps : les magistrats. Or, cette revendication élémentaire de la démocratie, dont le principe fut voté par les Chambres françaises, dans les premiers jours de la IIIe République, le plan de Man l'ignore complètement, ainsi que toute autre analogue. La mystification continuera donc ; ne sera élue au suffrage universel que la machine à discourir ; celles à agir resteront des bureaucraties hiérarchisées, hors du contrôle de l'électeur (2).

On voit par là que ce que M. de Man entend par « au-delà du marxisme », c'est tout juste l'en deça du radicalisme.

Ce que signifie le "plan" de Man

Mais, puisque nous venons de parler de Marx, rappelons que c'est lui qui nous a enseigné que dans tout programme politique, il faut voir, non ce qui y est dit, mais ce qu'il signifie. Non ses formules, mais les intérêts de classe qui se cachent sous elles. Voyons donc ce que signifie à cet égard le plan de Man.

La socialisation de la banque substituée à la socialisation de l'usine

Le premier chapitre du « plan », à côté duquel tous les autres ne sont manifestement que la sauce destinée à faire manger le poisson, a trait à la « nationalisation du crédit ». La main-mise de l'Etat sur les banques, tel est le grand but du plan, la réforme essentielle que le Parti Ouvrier Belge se propose d'accomplir s'il parvient au pouvoir, et pour laquelle le plan cherche à embrigader non seulement le prolétariat, mais toute la bourgeoisie petite et moyenne, toute celle qui n'est pas directement intéressée à la direction des banques, ou à celle des monopoles de fait

Eh bien : c'est là un renversement complet du socialisme traditionnel. « Au paysan, la terre ! à l'ouvrier, l'usine ! », telle fut sous des formes diverses, la formule du socialisme pendant près d'un siècle. C'est à l'usine ou aux champs que le prolétaire est exploité ; pas ailleurs. C'est le fait que l'ouvrier ne reçoit de son patron qu'un salaire de valeur inférieure à ce que son travail a produit, qui constitue l'exploitation. C'est à l'usine que se trouve la seule source de la plus-value, c'est-à-dire de la richesse produite par les uns, et appropriée par les autres. Par conséquent, c'est à l'usine seulement, par la suppression du rapport ouvrier-patron, qu'on peut supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Si vous laissez subsister le rapport patron-ouvrier, si vous laissez la propriété des moyens de production entre les mains d'autres que ceux qui les font produire, vous laissez par là même subsister l'exploitation de ceux-ci par ceux-là.

L'assujettissement économique du travailleur aux DÉTENTEURS DES MOYENS DE TRAVAIL, *est la cause première de sa servitude politique, morale, matérielle* », déclarait la première Internationale. Et Millerand lui-même, alors qu'il était socialiste, donnait au fameux banquet de Saint-Mandé, comme le premier des trois points auxquels se reconnaît le socialisme : la « *socialisation des* MOYENS DE PRODUCTION » (3).

---

(1) On ne peut pas, en lisant ce « plan », ne pas songer au dessin de je ne sais plus quel caricaturiste représentant un député nouvellement élu disant à ses électeurs en leur montrant son cul : « Je vous avais promis la lune, la voilà ! »

(2) C'est cette mystification que la bourgeoisie baptise du nom de « principe de la séparation des pouvoirs ».

(3) Il est vrai qu'il ajoutait « et des moyens d'échange », mais on n'a jamais indiqué ce qu'il fallait entendre par « moyens d'échange », et pour cause, car c'est une expression à peu près incompréhensible.

Or, cette base fondamentale du socialisme : l'enlèvement au patronat des moyens de production, disparaît totalement du plan de Man. Le patron subsiste ; il reste propriétaire, propriétaire complet de ses moyens de production, ses terrains, ses machines, ses usines, maître de ne les utiliser que lorsqu'il y trouve profit, c'est-à-dire lorsqu'il trouve pour les faire marcher des prolétaires contraints d'accepter de travailler pour un salaire inférieur à la valeur de ce que leur travail produit. Avec le plan de Man le patron exploiteur subsiste tel qu'aujourd'hui ; le prolétaire exploité subsiste tel qu'aujourd'hui ; le patron reste seul maître à l'atelier, à l'usine, comme aujourd'hui, mais... les banques vont à l'Etat.

Qu'est-ce que cela peut bien faire à l'ouvrier que les banques aillent à l'Etat ? en quoi cela peut-il supprimer ou diminuer son exploitation, puisque ce n'est pas la banque qui l'exploite mais le patron, et que celui-ci subsiste, comme auparavant, avec ses pleins pouvoirs.

La fonction des banques

Quel est en effet le rôle exact des banques ?

La banque est un intermédiaire.

Elle est l'intermédiaire entre la masse des rentiers et la masse des capitalistes industriels.

La masse des rentiers, en comprenant sous ce terme tous ceux qui, au moment considéré, ont des capitaux dont ils n'ont point personnellement l'emploi, dont ils ne peuvent ou ne veulent se servir eux-mêmes, au moins à ce moment-là, pour exploiter personnellement des prolétaires. La masse des capitalistes industriels, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas suffisamment de capitaux pour exploiter tous les prolétaires qu'ils se sentent en ce moment en mesure d'exploiter. Car, pour exploiter le travailleur, pour lui faire produire de la plus-value, deux conditions sont nécessaires : il faut d'une part posséder des moyens de produire, ce qu'on appelle des capitaux, et d'autre part être capable de faire effectivement mettre en œuvre ces moyens de produire, par des travailleurs de chair et d'os. Ces deux conditions doivent être réunies. Lorsqu'elles se trouvent entre des mains différentes, il faut les rassembler dans la même main; c'est le rôle des Banques.

Comme tout intermédiaire, la Banque prélève pour ses services, un courtage. Mais il est bien évident que si ce courtage n'existait pas, si les deux groupes de capitalistes, rentiers et industriels, se mettaient directement en relations, sans passer par l'intermédiaire des Banques, cela ne supprimerait ni ne diminuerait en quoi que ce soit, l'exploitation des travailleurs. Le courtage que prélève la Banque ne peut donc être qu'indifférent au travailleur ; aussi indifférent qu'il lui est indifférent de travailler chez un patron qui opère avec ses propres capitaux, ou chez un patron qui se sert d'argent emprunté.

Le vieil adversaire des banques : l'industrie

En revanche, cela n'est pas du tout indifférent à l'industriel. Le courtage qu'il est obligé de payer aux banques et qu'il lui faut naturellement prélever sur la plus-value qu'il a extorquée à ses ouvriers, diminue d'autant son bénéfice. Tout ce qui lui est enlevé de ce qu'il a lui-même enlevé à ses ouvriers, il le considère comme un vol à son égard.

Et c'est pourquoi, dès les débuts mêmes du capitalisme, dès qu'il y a eu des banques, les capitalistes industriels n'ont cessé de maugréer contre les banquiers et même d'entrer en lutte ouverte avec eux.

Leur nouvel adversaire : l'intellectuel

Mais à côté de ce vieil adversaire, leur client, les banques en ont vu récemment apparaître un nouveau et plus redoutable.

Ceux qui aujourd'hui réclament avec le plus de force la nationalisation des banques, ce n'est plus la bourgeoisie industrielle, c'est-à-dire la fraction la plus « allante », la plus progressive de la bourgeoisie, c'en est la fraction la plus parasitaire.

Il y a en effet dans la bourgeoisie toute une couche de bourgeois diplômés, vaniteux et sans courage, qui estime que ses diplômes, son genre de vie, son incapacité en toutes productions, lui donnent droit à une part de la plus-value produite par le prolétariat. Droit absolu, qui ne doit même point être soumis aux risques que court le profit capitaliste. Comme les capitalistes proprement dits, ces gens veulent vivre de la plus-value produite par le travailleur, mais la sanction : « faire de mauvaises affaires », qui rejette dans le prolétariat le bourgeois qui n'a pas su extirper de la plus-value à ses exploités, ne doit même point avoir de prise sur eux. Cette fraction de la bourgeoisie est celle qui volontiers se dénomme modestement : les *intellectuels*.

Leurs appétits sont grands, mais leur audace petite. Ils sont convaincus qu'ils sont capables de tout, mais ils ont soin de ne se lancer dans rien. Ils se prétendent aptes à diriger l'« économie nationale », mais se reconnaissent incapables de conduire la plus modeste entreprise.

Cette catégorie bourgeoise a toujours existé ; ses lamentations et ses agitations ont rempli une bonne part de l'histoire de la France au siècle dernier ; c'est elle que visait Marx lorsqu'il parlait « *des avocats sans causes, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard, des commis-voyageurs et autres employés de commerce, et, principalement des journalistes de la petite presse* » ; c'est sur elle que Blanqui comptait pour faire la Révolution.

Cette classe s'est depuis un certain temps, considérablement accrue. Non point tant à cause du développement de l'« instruction » secondaire et supérieure, que par suite de l'état de décadence auquel est parvenue la bourgeoisie, qui lui fait rechercher de plus en plus, l'enrichissement non plus par les bouleversements du progrès, mais par le maintien des situations acquises (4).

Cette catégorie de bourgeois a jusqu'ici trouvé principalement son exutoire dans « la politique ». Tous les bons à rien de la bourgeoisie se sont toujours déversés dans la politique. Mais la politique ne constitue plus maintenant pour eux qu'un débouché insuffisant. Il ne suffit plus à la pègre « intellectuelle » de diriger l'Etat, il lui faut maintenant « diriger » aussi l'économie. Ajouter à la part de plus-value que l'autorité des fonctions d'Etat permet d'obtenir du capitalisme, une seconde part due à des fonctions économiques.

Or aucune fonction économique ne saurait mieux lui convenir que celle de banquier.

D'abord, parce qu'aucune n'est plus facile. Il n'y a pas de métier plus bête que celui de banquier. Emprunter de l'argent à ceux qui ne savent qu'en faire, en leur donnant un intérêt de 2 ou 3 %, et prêter cet argent à ceux qui en ont besoin, moyennant un intérêt de 6 ou 8 %, c'est là une opération à la portée de toutes les intelligences.

En second lieu, c'est un métier tout ce qu'il y a de plus « intellectuel » : on ne risque pas de s'y salir les mains, ni même le faux-col. Pas besoin seulement de pénétrer dans un atelier. C'est un pur travail de bureau. On ne manipule que des valeurs virtuelles. C'est vraiment un métier tout à fait comme il faut.

Et c'est pourquoi ces messieurs réclament (et pas seulement qu'en Belgique) ce qu'ils appellent la « nationalisation du crédit », mot qui par lui-même ne signifie rien, mais qui cache une réalité très précise : la remise du monopole des opérations de banque entre les mains de la catégorie bourgeoise qui dirige déjà l'Etat. Ainsi celle-ci aurait désormais pour elle la part de plus-value qui précédemment allait aux banquiers, et en outre, cette part de plus-value lui serait servie sans aucun risque, puisque ce serait un monopole.

---

(4) Pour plus de détails sur ce point, voir *R. P.* du 10 juillet 32 : *De la stabilité à l'instabilité.*

Pourquoi la socialisation des banques va de pair avec le maintien du capitalisme privée

On comprend dès lors pourquoi M. de Man, qui est le représentant type de cette classe, donne tant d'importance dans son plan, au maintien de la propriété capitaliste privée, au maintien du patronat. Pour que nos néos-banquiers puissent prélever leur part de plus-value, il faut que la plus-value subsiste, et pour cela il faut que le patron, qui seul fait produire de la plus-value, subsiste ; pour que les nouvelles banques puissent, comme les anciennes, jouer leur rôle d'intermédiaire entre « épargnants » et industriels, il faut qu'épargnants et industriels subsistent.

C'est pourquoi également de Man se garde bien d'attribuer aucun nouveau droit aux organisations de défense de la classe ouvrière. Moins l'ouvrier aura de possibilités pour défendre son salaire, plus grande sera la plus-value, et plus grande pourra être la part de plus-value allant aux banquiers.

Carte blanche donc, à tous ceux dont c'est la fonction d'exploiter le prolétariat !

Prolétaire, fais ta révolution ! pas celle des autres !

C'est le sort tragique de la classe ouvrière européenne, depuis quelque cent cinquante ans, de se battre pour des intérêts qui ne sont pas les siens. Elle croit à chaque instant faire *sa* révolution, et elle se trouve n'avoir fait que celle d'une nouvelle catégorie d'exploiteurs. Ellle croit supprimer ses maîtres et n'aboutit qu'à changer de maître.

Rien qu'en France, c'est le « peuple », c'est-à-dire l'ensemble des exploités, qui, en moins d'un siècle, a fait quatre révolutions victorieuses ; c'est le peuple qui a renversé le roi et l'empereur, détruit la noblesse et le clergé, et finalement il ne s'est libéré de ceux-ci que pour tomber sous la servitude du Capital.

Est-ce que cela va durer ?

Est-ce que le XXe siècle va, comme le XIXe, continuer à voir des révolutions faites au nom du peuple et par lui, qui ne seront point faites pour lui ? Est-ce qu'après s'être sacrifié pour briser les entraves féodales, et établir la domination d'un capitalisme jeune, capable au moins de créer « *bien d'autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les acqueducs romains, les cathédrales gothiques* », il va faire de nouvelles révolutions simplement pour aider le capitalisme à passer de ses formes viriles à ses formes de décadence ?

La banque aux intellectuels, ou *l'usine à l'ouvrier* — telles sont les deux directions entre lesquelles le prolétariat aujourd'hui a à choisir. S'il marche dans la première, s'il se figure qu'en donnant le contrôle des banques à la classe des intellectuels politiciens embusquée sous le nom d'Etat (5), il se libèrera, il fera une fois de plus une révolution qui ne sera pas la sienne.

Pour se libérer, il lui faut détruire son maître. Son maître est là où il est exploité. Son maître est à l'usine. C'est à l'usine et pas ailleurs que grâce au système patronat-salariat, le prolétaire est obligé de produire de la plus-value qui est ensuite répartie entre les différentes catégories de capitalistes et de bourgeois. Ce ne peut donc être qu'en devenant maître de l'usine, ce n'est qu'en détruisant le rapport patron-salarié, conformément au but que s'assigne dans ses statuts la C.G.T. française, que le travailleur peut cesser d'être exploité.

Détruire le pouvoir patronal, ou — si l'on veut parler réformiste : le limiter — tel est le seul mode d'émancipation possible du prolétariat. Le reste ne saurait le concerner. La suppression de l'exploitation c'est la destruction de la plus-value, non la modification de sa répartition entre les différentes couches d'exploiteurs.

R. LOUZON.

(5) L'Etat moderne — disait fort justement Sorel — « c'est un corps d'intellectuels investi de privilèges ».

La Renaissance du Syndicalisme

Le double pouvoir à l'école

La grève constructive des conférences pédagogiques

La *R. P.* a bien fait de publier l'ordre du jour que les délégués du Syndicat national, dans le Rhône, ont réussi à faire voter par leurs camarades de la C.G.T. Jusqu'à maintenant, on pouvait dire que le S.N. *devenait* un véritable syndicat sans l'être véritablement. Par la grève générale de 24 heures, le S.N. a brillamment conquis ses lettres de noblesse syndicale. Par l'ordre du jour qu'a reproduit la *R. P.*, il est acquis que nos camarades du S.N. du Rhône sont, dans l'ensemble, arrivés à la capacité politique réelle. Autrement dit : ils se séparent de la bourgeoisie et se déclarent prêts, face à elle, à faire marcher convenablement le service de l'enseignement.

Le double pouvoir entre ainsi à l'école, y créant la situation de guerre civile (ouverte ou latente) que postule tout double pouvoir. C'est là un fait nouveau d'une importance formidable.

De Waldeck aux "néos"

Si l'on se reporte aux origines, dès la première heure les syndicats d'instituteurs se sont posés en adversaires et en remplaçants de l'Etat. Et, pour le dire en passant, c'est cette prétention hautement affirmée qui, dans les débuts, éloigna tant d'instituteurs du groupement syndical.

Reportons-nous en l'an 1900, au sortir de l'affaire Dreyfus, deux ans après les élections de 1898 faites par le jeune Barthou et ses préfets à poigne. Elles avaient été particulièrement vives. Radicaux et opportunistes s'étaient combattus avec acharnement. Pour un vrai socialiste il n'y avait pas dualité de pouvoir et, pour reprendre d'admirables expressions de Trotsky, radicaux, socialistes sentimentaux et opportunistes « avaient une commune base sociale, une scission dans l'appareil gouvernemental n'était point à redouter de leurs dissensions »

Les instituteurs, eux, en masse, crurent qu'une ère nouvelle commençait et que radicaux et socialistes feraient œuvre positive, changeraient la structure de l'Etat. La classe ouvrière marcha en partie derrière Alexandre Millerand soutenu par Jaurès et Briand. Le corps enseignant, lui, galopa dans la même voie. La désillusion fut extrêmement lente à venir. A Lyon, l'Union pédagogique du Rhône, lors du premier ministère Clemenceau, accueillit chaleureusement le sous-secrétaire d'Etat Albert Sarraut, dans le temps même où les syndicalistes de l'enseignement étaient traqués.

Aujourd'hui, la même confusion n'est plus possible. Le mouvement « néo » a été écrasé dans l'œuf. Ce millerandisme, infiniment plus canaille que l'autre, n'a eu aucune prise sur le corps enseignant.

Tout cela appartient désormais au passé. Les mesures prises contre l'école et ses maîtres par les bons laïques genre Herriot, Chautemps et de Monzie ont dessillé beaucoup d'yeux. Il faut dire aussi, très honnêtement, que les « cuvées » unitaires passées au S.N. ont été de fameux pieds de cuve. Elles y ont introduit de la fermentation, un actif bouillonnement.

Dans cette transformation, il ne faut pas sous-estimer le rôle du communisme doctrinal. A la Fédération unitaire de l'enseignement, règne le communisme. Les centristes, les minoritaires sont des communistes qui n'ont pas la

carte du Parti. L'atmosphère générale est une atmosphère communiste, dégagée du venin sectaire. Et ce n'est point là de l'éclectisme ou de l'amateurisme destinés à fuir les responsabilités. La Fédération, en effet, a marché à 100 pour 100. Elle n'a pas eu *un jaune*.

Avec un peu de retard, comme de juste, les idées de la Fédération passent au S.N. L'ensemble du corps les applique. C'est parfait.

Coupons le dernier lien entre l'Etat et nous

Je voudrais maintenant attirer l'attention de nos abonnés de l'enseignement sur la nécessité d'une grève qui a été envisagée en son Congrès de Reims par la Fédération unitaire de l'enseignement. Il s'agit de la grève active et constructive, lors des conférences pédagogiques. Elle doit être popularisée très largement au sein du S.N. — comme une conclusion logique de la résolution de nos camarades du Rhône.

A Reims, quand nous fîmes la mise au point de l'ordre du jour préparé par Marsaud afin de protester contre les projets de Monzie, l'idée de la grève des conférences pédagogiques alla de soi, en tant que mesure de rupture avec le gouvernement, et de refus de la relation de gouvernants à gouvernés. Mais Bouët, que nous avions appelé, nous fit remarquer très justement que cette grève ne devait pas se caractériser par les bras croisés, la promenade ou la pêche à la ligne. Elle doit, nous dit-il, comme notre réunion pédagogique d'hier, être une affirmation de pleine capacité technique. C'est ou à la Bourse du Travail ou dans une classe que nous devons traiter une question pédagogique de notre choix.

Nous acceptâmes avec enthousiasme la suggestion de notre ami, car elle était tout à fait dans le courant de nos pensées. Et elle est bien dans le courant des tiennes, mon cher vieux Fontaine.

L'ordre du jour présenté par Marsaud a été adopté à l'unanimité par la Fédération. C'est signe qu'au pouvoir administratif nous opposons notre pouvoir syndicaliste. Face à la force de maintien, nous opposons l'effort de création et de novation. Au S.N. d'entrer dans la même voie.

Evidemment, la grève des conférences pédagogiques, ce n'est pas la Révolution, les mains noires de poudre et les barricades. Mais écoutons Trotsky : « L'insurrection violente en elle-même, dit-il, s'accomplit habituellement en un court délai. Mais pas une classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand bien même ce serait une nuit de révolution. *Elle doit déjà, la veille, occuper une situation extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante* ». Avant la Commune de Paris il y a, non négligeable, le manifeste des Soixante.

L'indépendance dont parle Trotsky existe pour les meilleurs d'entre nous. Ils agissent comme s'ils n'avaient plus de chefs hiérarchiques. L'inspecteur ne leur apprend rien de nouveau, et pour cause, car il s'appuie sur une organisation périmée. Pour lui, le bon maître c'est le vieil instituteur de 1830, qui tremblait comme un lièvre et disait toujours oui.

Chez nous, beaucoup d'institutrices et d'instituteurs sont venus au syndicalisme par la voie du métier. C'est par suite des résistances que le régime opposait à leur conscience professionnelle qu'ils en sont arrivés à se dresser contre lui. Dès lors il est très facile, dans notre corps, de développer l'esprit de scission, de rupture totale avec la bourgeoisie.

Nous avons déjà nos journaux, nos revues, nos livres. Par la grève active et constructive des conférences pédagogiques, nous couperons le dernier lien qui existe entre l'appareil d'Etat et nous. Le service tout entier passera dans nos mains, sera notre œuvre et nous saurons le baigner d'esprit prolétarien.

A.-V. JACQUET.

A travers les Revues

EUROPE (mars). Plusieurs articles sont consacrés aux événements de février. Ils sont empreints d'une lucidité et d'une indépendance agréables.

Parlant de la manifestation du 12, Jean-Richard Bloch écrit :

« *Il y a de l'admiration chez les socialistes pour l'allant et le mordant des communistes. Il y a de la surprise chez les communistes devant les effectifs et la puissance socialistes... Ainsi chacune de ces deux grandes masses découvre l'autre, à travers la caricature à laquelle les outrages quotidiens de leurs journaux les ont habitués. Et ils se reconnaissent mutuellement pour frères d'armes...* »

Puis il juge où l'on en est à l'heure actuelle :

« *Ceux qui ont lu les journaux d'extrême-gauche, depuis le 12 février, ont pu constater que tout se passe comme si, déconcerté par l'attraction réciproque qu'il a sentie dans les deux masses populaires, l'état-major communiste avait décidé de redoubler d'aigreur et d'injures pour prévenir une vague qui le submergerait. Il suffit d'entendre parler un bon militant « dans la ligne » pour apercevoir clairement cette crainte et cette tactique...*

» *Ils* (les communistes) *ne se rendent pas compte que, tout en se croyant les défenseurs farouches de l'orthodoxie révolutionnaire, ils sont actuellement dépassés par la masse. Et celle-ci, rien d'autre ne la guide qu'un instinct très sûr. Une fois de plus, le sens politique de la masse l'emporte de loin sur celui de ses dirigeants* ».

J.-R. Bloch conclut ses commentaires en annonçant « *la mort imminente des vieux partis* » et la naissance de « *groupements et d'organismes plus nerveux* », mais il a réalisé ce miracle de commenter en 8 grandes pages les événements du 12 février sans écrire une fois le mot de syndicat, de syndicalisme, de C.G.T. ou de C.G.T.U. !

Pierre Gérôme ne commet point le même oubli et discerne très bien ce qui urge dans le problème de l'unité et ce qui peut attendre. Il écrit :

« *On ne connaît pas assez le tort terrible fait à la classe ouvrière par la division et la rivalité syndicales. Les luttes politiques entre les partis blessent peut-être surtout les chefs. Les luttes syndicales produisent des ravages au sein de la classe ouvrière. Elles atteignent les ouvriers, elles blessent l'élite des ouvriers.*

« *Dire « la fusion des deux C.G.T. est impossible », cela équivaut à dire « la victoire sur le fascisme est impossible...* »

Examinant les objections à l'unité, Pierre Gérôme remarque que les raisonnements sur les conceptions réformistes et révolutionnaires ne sont plus que des « *réminiscences à balayer* » car « *le fascisme ne laisse pas de choix au socialisme. Il ne laisse pas le moindre prétexte aux espérances réformistes... Il faut donc ou tout gagner ou tout perdre* ».

Cette remarque de première importance est déjà, mal formulée évidemment, dans l'esprit des militants hier réformistes. Tous ceux que nous approchons sentent que l'heure est venue où les ordres du jour et les meetings ne sont qu'une vaine parade. Tous savent qu'il faut penser à recevoir des coups et à en donner. Tous sont prêts à suivre ceux qui préfèrent les donner que les recevoir. Que les révolutionnaires d'hier sachent prendre leur place humblement dans les masses d'aujourd'hui. Ils seront à la tête demain tandis que les Kerensky s'en iront comme bouchons sur la rivière.

Sinon... nous préférons ne pas penser à ce sinon.

B. GIAUFFRET.

L'ACTION SYNDICALISTE

organe des minorités syndicalistes de l'Enseignement (39, *rue Auguste-Comte, Talence* (*Gironde*) *consacrera son numéro d'avril à*

MARIE GUILLOT.

FAITS ET DOCUMENTS

L'organisation et les effectifs fascistes

M. Perrier, directeur à la Préfecture de Police, a donné, le 7 mars, les renseignements suivants à la commission d'enquête sur le 6 février :

M. Perrier. — Pour toute la France, l'*Action Française* compte 60.000 membres.

« A Paris, la Fédération des camelots compte 700 à 800 membres ; celle des étudiants pas plus de 400 ».

M. Jammy Schmidt. — Il existe à Paris 49 sections de mercenaires d'Action Française qui ont leurs lieux de rassemblement avec armes, casse-tête, matraques. Les connaissez-vous ?

Le témoin répond qu'il n'a pas de renseignements sur cette organisation mais qu'il sait que l'Action Française emploie à certains moment des gens qu'elle paie. Il connaît, du reste, le nom de l'armurier qui fournit les matraques.

Le président. — M. Petavy, 167, boulevard Saint-Germain ?

Le témoin répond affirmativement et poursuit son exposé. Les Jeunesses Patriotes sont organisées à peu près sur le même modèle. Leur but est la constitution d'une force organisée contre le communisme, force qui serait au besoin mise au service d'un gouvernement d'ordre national. Elles sont organisées en 21 régions. Celle de Paris comprend 16 sections. Des unités mobiles de 50 hommes forment les troupes de choc et elles sont astreintes à des exercices quasi-militaires. Les hommes de ces unités eux aussi portent le cas échéant des matraques, pas de revolvers.

A l'Action Française, il y a aussi des armes, mais pour les services de garde organisés pour la protection de M. Maurras et de l'imprimerie.

« En dehors des unités mobiles, les Jeunesses Patriotes comportent des unités centuries, composées d'hommes de tous âges, non disponibles à tout moment, et qui ne sont convoqués que dans les grandes occasions. L'effectif des Jeunesses Patriotes pour toute la France est de 90.000 hommes ; pour la Seine, 6.400. Les groupes mobiles comprennent 2.000 hommes au plus.

« La Solidarité Française, fondée par M. Coty, se propose des buts économiques. Elle est divisée en sections et régions. Les jeunes gens adhérents sont constitués en groupes spéciaux, 1.500 qui peuvent faire des troupes de choc ; ils portent un uniforme chemise bleue, pantalon gris, béret bleu, insigne coq rouge.

« Le nombre des cotisants est très élevé ; pour toute la France, 180.000 ; 80.000 pour Paris.

« La Fédération des contribuables n'est pas organisée militairement, elle compte 700.000 membres.

« Les Francistes sont deux petits groupements sans grande importance, antisémites, chacun d'une centaine de membres.

« Le Foyer du chômeur est une organisation d'origine communiste pour venir en aide aux sans-travail et qui, par la suite, a évolué vers la Solidarité Française avec laquelle elle a manifesté le 6 février.

« Les Croix de Feu sont une organisation à forme militaire qui comporte des groupes de combat et de défense, spécialement à Paris. Ces groupes comprennent les « dispo », c'est-à-dire les disponibles qui doivent répondre à toute convocation. Ils sont constitués en « mains » de cinq hommes réparties par groupes de trois ; un groupe compte donc quinze hommes. Il y a 1.200 à 1.500 « dispo » dans la région parisienne.

« L'association des Croix de Feu s'est beaucoup développée dans ces dernières années parce qu'elle a étendu son recrutement aux fils de ses membres, jeunes gens de 15 à 18 ans.

« Au début de 1933, on a envisagé une nouvelle organisation, le « regroupement national autour des Croix de Feu », faisant appel à des sympathisants pouvant n'être pas des anciens combattants.

« L'organisation compte aujourd'hui 130.000 adhérents tandis que les Croix de Feu eux-mêmes ne sont que 35.000. On a en outre prévu l'institution de volontaires nationaux destinés à organiser des manifestations sur la voie publique. Ils sont au nombre de 400 environ ».

Contribution à l'histoire de la corruption sous la IIIe République

(suite)

Le bandit Chiappe

Chiappe protecteur de Stavisky

Voici le compte-rendu de la déposition de M. Daladier devant la commission d'enquête sur l'affaire Stavisky, le 9 mars, relativement au rôle de Chiappe dans l'affaire Stavisky :

M. Daladier. — L'affaire Stavisky ne peut être comprise si l'on ne connaît pas également les rapports Plytas et Mossé...

Qu'y a-t-il dans le rapport Mossé ?

En mai 1931, l'inspecteur Cousin prévient qu'on va transporter à Bayonne l'organisation d'Orléans avec le même appréciateur. Ce rapport est communiqué à M. Pachot, puis à M. Guichard, puis à M. Chiappe. C'est à celui-ci qu'il appartient de le transmettre à la Sûreté générale.

Qu'a-t-il déclaré à M. Mossé ? Qu'il n'avait pas à le transmettre.

Le rapport Cousin d'octobre 1931 ne donne pas davantage lieu aux poursuites indispensables.

En février 1933, le préfet de police reçoit Stavisky et Dubarry, le premier ayant à se plaindre de la police. Un rapport nouveau Cousin-Sevestre est établi. Il reste à la préfecture de police jusqu'en octobre. M. Xavier Guichard ne juge pas utile de le transmettre à la Sûreté générale.

Quel est l'avis de M. Mossé ?

M. Mossé estime que cette transmission, habituelle, eût dû être effectuée.

En septembre 1933, un nouveau rapport Cousin n'est pas davantage transmis au parquet.

M. Mossé observe que Stavisky eût pu être arrêté en septembre si l'on avait apporté l'attention voulue à un document qui avait été classé.

Ainsi :

1° tous les rapports établis contre Stavisky ont été étouffés à la Préfecture de Police ;

2° Chiappe qui savait pourtant qui était Stavisky ne l'en a pas moins reçu dans son cabinet.

Chiappe avoue

Voici la déposition de l'inspecteur de la Sûreté Générale Bony, auquel Mme Stavisky avait dit la visite de Stavisky à Chiappe (voir R. P. du 25 février) et qui fut suspendu au lendemain de cet interrogatoire, sur intervention de la Préfecture de Police :

D. — Quand on a commencé de rechercher Stavisky, quel a été votre rôle ?

Bony relate des faits déjà connus : le détail de ses perquisitions et des interrogatoires auxquels il s'est livré.

« Aux premiers jours de l'affaire, j'ai arrêté Hayotte, dit-il. Lorsque je l'ai fouillé, j'ai trouvé dans sa poche un papier froissé portant des noms de plusieurs hommes politiques écrits au crayon, la plupart incomplets. J'ai interrogé notamment le boxeur Niemen et, le même jour, Mme Stavisky, que j'avais convoquée. Je l'ai laissée parler librement. Elle m'a cité un certain nombre de noms.

« Ensuite, j'ai établi devant elle un procès verbal. Quand je suis arrivé au nom de M. Chiappe, Mme Sta-

visky m'a dit qu'elle avait peur de cet homme et qu'elle ne signerait pas le procès verbal si ce nom y paraissait. J'ai fait une note spéciale.

« Le 16 janvier, M. Hennett m'a dit : « A l'avenir, tous « les témoins importants seront entendus au Palais de « justice. »

« Le 18, M. Ducloux m'a dit que, par ordre du directeur de la Sûreté générale, je devais cesser complètement de m'occuper des recherches et qu'une note me concernant sur une affaire remontant à 1928 avait été remise à la Sûreté par M. Oudart...

« Je devais être entendu le soir par M. Ducloux. Je ne l'ai pas été. Le 24, j'ai reçu notification officiellement de ma suspension... »

D. — Quels motifs a-t-on invoqué pour votre suspension ?

R. — Une note de M. Oudard qui appartient à la préfecture de police portait à la main, de M. Chautemps, une mention conçue à peu près dans ces termes : faire une enquête et s'il y a un dossier, suspendre ou révoquer. La note adressée au préfet de police et transmise par lui au ministère de l'Intérieur me reprochait d'avoir touché un chèque, d'avoir été arrêté en 1928 et conduit par des inspecteurs devant M. Oudard. J'ai bondi et dit : « Si j'ai été arrêté, il en reste une trace sur la main-courante. Qu'on me la montre ». Or, il n'y avait aucune trace. On m'a parlé aussi de l'affaire Niemen et de la note relative à l'interrogatoire de Mme Stavisky.

D. — Quand on vous a interrogé devant le Conseil de discipline, M. Oudard a-t-il reconnu l'inexistence du grief qu'on avait formulé contre vous ?

R. — J'ai été confronté avec lui. « Ai-je été amené devant vous en 1928 ou 1929 ? », lui ai-je demandé. Il m'a répondu : « Non »...

Ainsi, au lendemain même de l'interrogatoire de Mme Stavisky, une note était établie par un subordonné de Chiappe, contenant un faux, et relative à un fait remontant à 6 ans, à propos duquel rien de nouveau ne s'était produit. C'est l'aveu qu'on frappait Bony à cause de son interrogatoire de Mme Stavisky ; c'est l'aveu que Mme Stavisky avait dit vrai : son mari avait bien été reçu par Chiappe.

Mais, il y a plus : la décision de suspendre Bony fut prise par Chautemps lui-même, qui ne pouvait pourtant se méprendre sur les raisons qui avaient dicté la note de la préfecture de police : ce faisant, Chautemps s'est avéré comme le complice de Chiappe.

Chiappe ami d'un « book »

Et voici pour finir, la déposition de M. Mittelhauser, chef du service des jeux à la Sûreté Générale :

M. Nouelle. — Que savez-vous de Zographos ?

R. — C'est un joueur correct.

M. Fié. — Sauf aux courses !

R. — En ce qui concerne les bookmakers, je déplore depuis longtemps l'insuffisance des lois pénales, car les commissaires sont presque toujours dans l'impossibilité d'instrumenter contre eux. Quand l'un est pris, on le condamne à une amende. A quoi bon ? La vraie sanction serait de leur interdire l'entrée des courses.

D. — Or, Zographos est un grand bookmaker.

R. — Il ne l'est plus...

M. Renaud Jean. — M. Zographos, avez-vous dit, avait des amitiés précieuses. Lesquelles ?

R. — On sait qu'il est très bien avec M. Chiappe. On les voyait souvent ensemble. M. Chiappe ne s'en cachait pas.

M. Nouelle. — N'était-il pas client de Zographos ?

R. — Non. Je ne crois pas que M. Chiappe jouât.

M. Renaud Jean. — Leur amitié est ancienne ?

R. — J'ai pris mon service en 1919, j'ai toujours vu Zographos en relations avec M. Chiappe.

Chiappe, chargé, en tant que préfet de police, de l'interdiction des bookmakers, avait comme grand ami, le plus gros des bookmakers !

ENTRE NOUS

Notre recensement en province

(*suite*)

Haute-Loire. — 17 abonnés, presque tous dans l'Enseignement. Pas de changement depuis le 1er janvier 1933 quant au nombre.

Loire-Inférieure. — 7 abonnés contre 4 au début de 1933. Nantes et Saint-Nazaire sont, ici, deux points faibles pour nous. Cependant, il doit y avoir, chez les dockers, les métallurgistes et les cheminots, des militants susceptibles d'être intéressés par la revue. Mais, voilà, qui abonnera ces « abonnables » ?

Loiret. — Montée de 3 à 5. Nos possibilités de développement chez les cheminots d'Orléans sont-elles vraiment atteintes ?

Lot. — 2 abonnés. Baisse d'un abonné par suite d'un départ.

Lot-et-Garonne. — Belle progression, de 3 à 8, grâce à notre camarade Deluret, des cheminots de Villeneuve-sur-Lot. Nous espérons bien que nos nouveaux, et nouvelles, abonnés, dans l'Enseignement en particulier, vont s'efforcer, à l'exemple de Deluret, d'augmenter encore ce nombre.

Maine-et-Loire. — Six abonnés contre 3, dont 2 nous ont quittés au cours de l'année, ce qui fait 5 abonnés nouveaux en 1933. Nous devrions avoir un « noyau » à Trélazé.

Manche. — Mauvaise situation. Nous sommes, certes, passés de 1 à 3, mais les 2 abonnés nouveaux viennent d'être biffés faute d'avoir renouvelé. Nous voilà donc revenus à notre unique abonné cherbourgeois.

Marne. — Nous avons presque doublé : de 8 à 15. Notre progression s'est effectuée à Reims et dans l'Enseignement. Châlons est resté stationnaire : notre ami Berlot ne pense plus à nous que de loin en loin. Des espoirs de développement nouveau se font jour, en particulier dans l'Enseignement. Signalons que nos amis de Reims ont commandé 3.000 tracts « Au syndicat, le pouvoir ! »

Haute-Marne. — 1 abonné à Chaumont.

Mayenne. — 1 abonné instituteur, à qui vient de s'en ajouter un autre.

Meurthe-et-Moselle. — 6 abonnés. Pas de changement quant au nombre avec 1933. Nous nous sommes souvent demandé pourquoi nous n'avions pas plus de lecteurs dans un département où nous possédons cependant de solides amitiés, et où le mouvement syndical n'est pas une fiction.

Morbihan. — A la bonne heure ! Un joli bond en avant ; de 4 au 1er janvier 1933 nous sommes passés à 11 au 31 décembre. Nous en sommes redevables à nos amis de l'Enseignement qui voudront bien trouver ici, avec nos remerciements, nos encouragements à persévérer.

(*à suivre*)

Notre souscription

Mlle St-Martin (Lot-et-Garonne), 10 ; Château (Calvados), 10 ; Bossu (Paris-18e), 10 ; Dabin (Doubs), 25 ; Dupont (Ain), 10 ; A. Pelletier (Paris-19e), 10 ; Piron (Seine), 10 ; Edouard Berth (Seine), 50 ; Jean Cornec (Finistère), 50 ; Soreau (Seine), 10 ; Costa (Savoie), 5 ; Petit (Rhône), 10 ; Farsy (Pas-de-Calais), 15 ; Un camarade allemand, 1 ; Zorninger (Paris-4e), 5 ; Violette Serre (Marne), 10. — Total : 241 francs.

Abonnements de soutien

Delhermet (Haute-Loire), 100 ; Godonnèche (Seine-et-Oise), 20 ; Lancia (Jura), 40. — Total : 160 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —